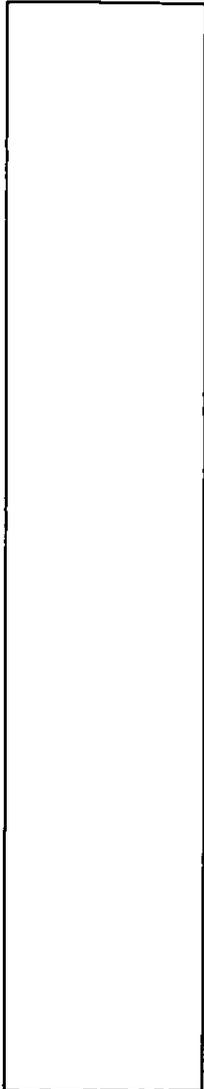


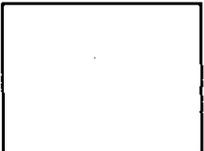
# FRANCE

JUILLET 1959 - N° 18 - 150 F.

# FORUM



*L'Europe  
en question*



## A propos de l'Inde

*A propos de l'article « L'Inde, géant d'argile », un de nos lecteurs qui a vécu en Asie Centrale et Orientale nous adresse des remarques dont l'importance ne saurait échapper.*

L'Inde est essentiellement un pays où l'homme est accoutumé à subir les contraintes des castes comme les animaux et les plantes y souffrent de la sécheresse et de la mousson sur des sols dégradés.

Ses dirigeants ont cru à la panacée de l'industrialisation pour pallier les maux du sol, du climat et de la structure sociale. Ils ont créé des industries postiches dans le triple défaut des matières premières, des débouchés internes de l'autoconsommation et externes de l'exportation. Ils continuent à chercher une voie entre les soucis inconciliables du respect de la vache sacrée et de l'adaptation à l'ère atomique, tout en maintenant intangibles les privilèges des brahmanes.

Ils ont réalisé des exercices savants de mainmise sur le Cachemire musulman en invoquant devant l'O.N.U. les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils accomplissent le tour de force de tenir le Cachemire avec des troupes allogènes.

Ils ont promis une réforme agraire qu'ils n'ont pas entamée, alors que la Chine a fait une révolution paysanne avec une armée de paysans

et transformé ses masses de jardiniers et d'agriculteurs en céréaliculteurs.

Mao Tsé Toung a des successeurs. Nehru n'en a pas. Sa succession s'ouvrirait dans la famine et dans la dispersion des forces centrifuges qui s'affirment au Bengale et chez les Dravidiens. Le Bengale retrouverait son unité entretenue par la communauté de la langue. Les Dravidiens aspirent au Dravidistan où les communistes ont eu l'habileté de se saisir du gouvernement de Kerala, seul Etat de l'Inde dont la population est scolarisée, en plaçant un brahmane à la tête de ce gouvernement.

L'Inde à qui l'U.R.S.S. et la Chine avaient réservé l'Afrique pour champ d'expansion se détourne de l'appel soviétique pour se laisser séduire par l'invitation chinoise, à la fois pour l'attrait spontané de l'Asie et celui raisonné de la révolution agraire, mais elle ne sera en Afrique que le détachement précurseur de l'expansion chinoise. Sa civilisation est plus spéculative que celle de sa voisine où se combinent la philosophie et l'action. Les quatre cent millions d'Indiens souffrent de la faim quand les six cent cinquante millions de Chinois apaisent la leur. L'Inde compartimente les hommes selon les castes, la Chine les classe selon leurs mérites.

L'Inde ne peut encore résister aux appels de l'Asie orientale qu'en rétablissant l'unité de la Péninsule qui lui

épargnerait le séparatisme bengali et dravidien, favoriserait une solution de la contestation du Cachemire et reconstituerait une cohérence économique détruite par la « partitias ». De nombreux Indiens et Pakistanais envisagent cette issue.

A. B., Marseille.

## « France-Forum »

### instrument de réflexion

J'aime le « courrier des lecteurs », qui témoigne d'un dialogue avec les lecteurs, et invite à y participer.

Peu versé dans les problèmes politiques, *France-Forum* m'informe et m'aide à réfléchir et à me former une opinion personnelle. Il est indispensable de pouvoir exprimer cette opinion, pour en discuter avec des amis ; et les articles me sont très précieux, car ils alimentent, à loisir, des réflexions personnelles.

Je retiens que *France-Forum* apporte un aliment incontestable aux personnes qui cherchent à être mieux informées dans notre milieu.

J.-F. R., Paris.

Je vous adresse mon abonnement de soutien en vous félicitant sur la tenue de vos articles, qui permettent de réfléchir utilement sur les problèmes de ce temps.

P. H.

Pour faire connaître

**FRANCE-FORUM**

Demandez  
des numéros spécimens  
qui vous seront adressés

**GRATUITEMENT**

Tous les ouvrages analysés ou non  
dans cette revue, ainsi que tous les  
disques, peuvent vous être fournis  
sans frais supplémentaires par le  
service bibliographique de

« France-Forum »

(Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de  
« France-Forum »

24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V.

**PHOTOS**

**TRAVAUX ET LES JOURS**

Photo Hubert

**FORUM**

Desjardins Réalités, Maisonneuve

**ENQUETE : Magnum photo**

**THEATRE : Pic**

**CINEMA : Cocinor**

**COUVERTURE : Keystone, A.D.P., A.G.I.P.**

# FRANCE

---

# FORUM

## COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Jean Lecanuot.

Rédacteur en chef : Henri Bourbon.

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (V<sup>e</sup>)

C.C.P. Paris 14-788-84. Tél. ODEon 70-83

Prix de vente au numéro ..... 150 fr.

Abonnement : 8 numéros par an.. 1.000 fr.

## SOMMAIRE

N° 18 - JUILLET-AOUT 1959 - 150 fr.

### EDITORIAL

*Depuis un an...*, PAR JEAN LECANUET ..... 3

### ENQUETE

*L'Irak, carrefour des obsessions*, PAR AZIZ MAHJOUN ..... 19

### AU FORUM

*Succès ou faillite de l'Europe ?* AVEC THEO BRAUN, PIERRE-BERNARD  
COUSTE, ANDRE FONTAINE, PAUL REUTER ..... 6

### ETUDE

*Le prix de la paix*, PAR MAURICE BLIN ..... 16

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

*La guerre de Berlin n'aura pas lieu*, PAR JACQUES MALLET ..... 24

### LES TRAVAUX ET LES JOURS

*Où en est le problème scolaire ? - Un syndicat pas comme les autres* ..... 4

### LES PROPOS DE NOTRE TEMPS

*Les limites du génie*, PAR ETIENNE BORNE ..... 34

### POLEMIQUES ET DIALOGUES

2

### NOS CHRONIQUES

**THEATRE** : Théâtre des Nations, par Claude Samuel ..... 28

**CINEMA** : Hiroshima, mon amour, par Henri Bourbon ..... 29

### NOTES DE LECTURE

*Immuable et changeante*, de R. Aron, par René Rémond ..... 30

*Survivre à de Gaulle*, de J. Gaigliardi et P. Rossillon, par J.-P. Prévost ..... 31

*Introduction à la science politique*, de J. Meynaud, par François Garcia..... 32



● Paroles romaines

**L**E voyage italien du Président de la République a été un grand succès populaire et le général de Gaulle s'est comporté partout avec cette aisance majestueuse qui n'appartient qu'à lui et qui a quelque chose de plus naturel parmi les souvenirs visibles d'un grand passé républicain et césarien, chrétien et pontifical. Autant le général, depuis les jours difficiles de Londres, est facilement irrité, et parfois plus que de raison, par les manières sèches ou feutrées des anglo-saxons, autant il se trouve accordé à la sensibilité des latins et à leur goût méditerranéen pour la chaleur et le faste du verbe. Dès 1944, en mettant le pied sur le sol de l'Italie alors en proie au malheur, le général de Gaulle ne dissimulait pas l'inclination de son cœur, voyant dans l'ennemie une victime, et inquiet pour son avenir dont il prévoyait, non sans confirmation de l'événement, qu'il allait se jouer entre la papauté et le communisme.

Le général explique dans ses Mémoires de guerre que « *comme chrétien, comme latin, comme européen* », il ne pouvait refuser sa sympathie à l'Italie, trois belles appartenances que le sens hiérarchique de Charles de Gaulle a visiblement rangées par ordre de valeur décroissante, et qui ont été à nouveau évoquées, avec le même ordre, dans les paroles romaines d'aujourd'hui sauf que « *européen* » qui engageait à peu de choses en 1944 a maintenant disparu pour être remplacé par occidental. Et si le général de Gaulle a célébré en style d'inscription les bienfaits dont les deux Romes, l'antique et la chrétienne, ont accablé l'univers et la France, rien n'a été dit dans la patrie de Gasperi, si fervent Européen et le plus grand Italien de cette après-guerre, sur cette Europe politique à construire qui, une fois faite, pourrait avoir dans l'histoire une grandeur plus humaine que celle de tous les Empires, même romains. De l'Italie, le général de Gaulle a répété qu'elle était notre amie et notre alliée; ce qui ne nous change guère de la « *sœur latine* » d'antan et reste assez loin de l'intégration européenne.

Il faut convenir que si en d'autres domaines, et surtout sur l'Algérie, la politique que fait le général de Gaulle ne coïncide pas tout à fait avec les commentaires que par devoir de son état, M. Michel Debré en donne devant le Parlement, ce qui est assez heureux pour l'avenir de la V<sup>e</sup> République, au contraire lorsqu'il s'agit de l'Europe, la politique du général et les gloses de son Premier Ministre s'enveloppent des mêmes silences et des mêmes réserves; s'ils parlent d'associations qui ne peuvent être que contractuelles, ils réservent le mot de communauté pour d'autres usages. Et pourtant l'Europe des patries de nos néo-nationalistes, aussi bien que l'Europe des affaires de nos néo-libéraux ne sont que la caricature d'un grand espoir.

Tout féru qu'il soit de grandeur historique, Charles de Gaulle n'a pas évoqué en Italie le souvenir de ce Charles le Grand, autrement dit Charlemagne qui fit autrefois à Milan puis à Rome d'illustres voyages. Il est vrai qu'en l'an 800 les nations n'étaient pas encore nées, il n'y avait alors ni France ni Allemagne et le premier Empereur d'Occident n'était rien de plus qu'un Européen. On comprend qu'il ait été lui aussi passé sous silence.

● Le vieil homme et « Le Monde »

**L**E *Monde* dont il n'est pas question de contester qu'il est, et de loin, le premier journal politique français et le plus honnête des organes de combat, a toujours nourri à l'égard du chancelier Adenauer un singulier complexe d'humeur et d'agressivité. Le vieux Monsieur y prend presque quotidiennement la figure fort peu plaisante du paternalisme, de l'immobilisme, du conservatisme. Que le chancelier soit le contraire d'un nationaliste allemand, cette modeste et simple vérité, capable de dénouer le complexe, pourra à la limite être tolérée dans les *Libres Opinions* mis ne sera pas reçue dans la partie officielle du journal. Aussi les lecteurs du *Monde* ont-ils été passablement surpris d'apprendre de leur journal, sans que la nouvelle ait été particulièrement mise en vedette, que le vieil homme contredisant le sentiment des partis allemands, avait, sans sursis, tenté d'empêcher que l'élection du Président de la République ait lieu à Berlin. Ce souci de ménager les susceptibilités soviétiques s'accorde mal, en effet, avec la réputation d'intransigeance et de raideur qu'on a faite au chancelier.

De même le pas de clerc d'une candidature à la présidence, donnée puis retirée, les rapports orageux entre le chancelier et son ministre de l'Economie, le docteur Erhard sont peu intelligibles si on les interprète à partir d'une psychologie malveillante qui ferait croire à on ne sait quel marivaudage de vieillards. Erhard, inévitablement chancelier, si Adenauer avait choisi la présidence, est un libéral, très modérément européen, plein de complaisance pour la Grande-Bretagne et la zone de libre-échange. Le vieil homme craignait pour l'Europe qui reste sa grande passion et sa pensée tenace. Tout ce qui sera perdu par son influence sera gagné par le nationalisme.

On voit mal quelles raisons avouables aurait, pour se réjouir de ce déclin, notre gauche chrétienne qui détecte si inexplicablement le plus pacifique et encore une fois le moins nationaliste des hommes d'Etat allemands.

● La démocratie est à réinventer

**L'**ASSEMBLEE nationale n'a pas supporté le discours qu'a essayé de prononcer sur la question algérienne Bernard Lambert, député M.R.P. de la Loire-Atlantique et elle l'a contraint d'abandonner la tribune avant qu'il ait pu conclure. Le jeune parlementaire mettait certes en question les mythologies qui empêchent les esprits excessifs de voir les choses telles qu'elles sont; mais son propos, en constante référence aux déclarations du général de Gaulle, était de chercher un juste milieu entre les solutions extrêmes. Bernard Lambert avait cependant doublement droit à la parole, et comme ancien combattant de la guerre d'Algérie et comme élu du suffrage universel. Le fanatisme d'une majorité dans laquelle les indépendants et les néo-gaullistes de l'U.N.R. rivalisent de démagogie nationaliste est un symptôme grave de la décadence des institutions parlementaires. Le colonel Thomazo, déjà célèbre par le peu de cas qu'il fit en Corse de la légalité républicaine alla jusqu'à interdire au « *soldat Lambert* » le droit d'avoir une opinion sur l'Algérie. Bref, comme l'a écrit spirituellement Jacques Fauvet, Bernard Lambert en prit pour son absence de grade. Qui ne voit qu'un tel système d'intolérance est pour une assemblée parlementaire un véritable suicide moral?

# Depuis un an...

par Jean LECANUET.

**I**l est trop tôt pour porter un jugement sur un régime qui n'a qu'un an et s'il faut présenter un bilan de la situation politique depuis le 13 mai 1958, je suis tenté de répondre contradictoirement : tout a changé et rien n'a changé.

La guerre d'Algérie continue. Les impôts et les prix ont augmenté. Le franc a été dévalué. Le chômage a fait son apparition. La pratique des grèves réapparaît. Le problème scolaire n'est pas réglé. Une puissante minorité communiste subsiste dans le pays, sinon au Parlement.

Rien n'a donc changé dans l'ordre des difficultés. La propagande officielle, qui manque son but par sa partialité, s'attache à rappeler les étapes qui ont été franchies sur la voie du redressement national. Il est cependant vrai qu'elles traduisent des succès réels, encore que très fragiles. Les uns s'inscrivent dans le domaine des finances de l'Etat, d'autres dans les manifestations d'un éveil de l'Algérie à la vie démocratique et dans un retour de la production au rythme qu'elle avait atteint avant les événements de 1958.

## Un bon exercice d'humilité

Mais le pays espérait davantage. Il s'attendait à des miracles, surtout en Algérie. Il découvre qu'il n'a pas suffi de changer de « système » pour conjurer les périls. Les auteurs de la désillusion ou, pour parler comme le général de Gaulle, de la mélancolie collective qui en résulte, sont ceux qui se sont livrés avec excès au dénigrement du passé et à l'exaltation de l'avenir. Ils pratiquent aujourd'hui les responsabilités du pouvoir. C'est un bon exercice d'humilité. Il n'est malheureusement pas possible de faire passer tous les opposants par cette expérience salutaire. La France ne peut s'exposer aux risques d'une révolution par an, même pour les besoins de leur édification.

Ainsi l'opinion publique, d'abord frappée de stupeur et comme envoûtée par l'événement, se ressaisit et s'aperçoit qu'au-delà des slogans et des mirages, les faits ont, quel que soit le régime politique, une réalité, une opacité, une résistance intrinsèque. Loin de conduire au découragement ou à l'impatience, cette prise de conscience de la nature des faits politiques peut aider à résoudre les difficultés plus sûrement que l'enthousiasme factice d'un instant. Ceux qui regardent la politique comme le service d'un idéal de vie et de civilisation par la mise en œuvre, toujours obscure et difficile, des techniques capables de l'incarner, se réjouissent de la clarification qui commence à s'opérer dans l'opinion publique.

Si rien n'a changé, ou si peu encore, dans l'ordre des difficultés, tout a changé dans la possibilité de les surmonter puisque la permanence du pouvoir, qui est la condition du reste, est établie.

Cette sorte de monarchie non héréditaire, qui préside aux destinées de la V<sup>e</sup> République, donne au gouvernement les perspectives de la durée et les moyens de la continuité, dont la privation fut si préjudiciable à ses prédécesseurs.

M. DEBRE, qui fut sous la IV<sup>e</sup> République l'un des grands démolisseurs de ministères, doit apprécier la solidité du sien. Il aura le privilège de pouvoir être jugé sur le résultat de son action.

La règle d'un gouvernement par législature est saine. Le Parlement serait bien avisé de s'en convaincre, sans renoncer pour autant à son devoir de contrôle, de critique et de remontrance.

## La distance entre le gouvernement et le peuple

Mais la durée du pouvoir n'est pas toute la solution du problème. Sa permanence serait rapidement vide de réalité poli-

tique si elle ne s'exerçait en accord avec les aspirations profondes du peuple.

Le gouvernement, dans le présent, ne vit que par procura-tion. Il doit sa consistance, moins à l'adhésion profonde du pays et de ses représentants qu'à la délégation qu'il reçoit du chef de l'Etat.

Il apparaît que la France a une Constitution parlementaire dans les textes, présidentielle dans les faits ; notre République a un empereur, assisté d'un Cabinet de ministres et de commis, qui assure l'Administration des choses, sans constituer un gouvernement des hommes. Dès lors, la distance reste grande entre le gouvernement et le peuple, qui s'en remet à son entreprise sans avoir le sentiment de la partager.

Sans doute cette déviation, qu'il faudra guérir, de la démocratie vers la technocratie, était-elle difficilement évitable dans les débuts de la V<sup>e</sup> République. La démocratie était arrivée à un point tel d'anarchie qu'elle ne pouvait autrement se survivre. Il faut même admirer que les libertés aient pu être sauvées. Voilà d'ailleurs ce dont ne se consolent pas les ultras du 13 mai ! Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas l'accord, mais le conflit entre le général de Gaulle et le Président Pflimlin. Ce qu'ils voulaient, ce qu'ils recherchent encore, ce n'est pas la métamorphose, mais la mort de la République.

## Reconstruire la démocratie

Par bonheur, la France, par la rencontre de ces deux grandes volontés, fut préservée de la guerre civile et elle voit se lever l'espoir qui fut toujours le nôtre, d'un régime politique capable de réconcilier enfin la force avec la liberté, l'autorité avec le progrès, et pour tout dire, de la Patrie avec la République. Il appartient aux militants de la démocratie politique et sociale de faire de cet espoir une réalité.

Ils disposent d'un délai — celui que leur procure la présence au pouvoir du général de Gaulle — pour reconstruire la démocratie. Ce n'est qu'un répit. Car il n'est pas exclu que nous connaissions un autre 13 mai. S'il se produit, sous d'autres aspects et en d'autres lieux que le premier, il opposera sans recours les partisans d'une dictature d'extrême droite et d'extrême gauche à ceux de la liberté.

Aux démocrates de se préparer sans perdre un jour à ce rendez-vous de l'Histoire. A eux de s'organiser pendant qu'il en est temps et de faire la preuve qu'il est possible de résoudre les problèmes de la nation sans sacrifier les libertés de l'esprit.

## La mission des partis

C'est dans cette perspective qu'il faut rebâtir, élargir et rallier les partis politiques. Leur rôle ne saurait se limiter, comme le prévoit la Constitution, à concourir à l'expression des suffrages. Leur fonction n'est pas celle d'une machine électorale. Un cartel, un front, un comité peuvent y suffire. Leur mission est plus haute. Elle doit tendre à rétablir le dialogue entre le peuple et le pouvoir, à organiser en profondeur la vie politique dans le pays, à faire de chaque homme un citoyen responsable du destin de la nation, à concilier la liberté d'expression avec la discipline de l'action. Leur nature n'a pas pour fin la division des esprits et l'opposition au pouvoir.

Loin d'être un facteur de négation et de division, le parti politique peut et doit devenir l'instrument qui assure la participation du peuple aux responsabilités du pouvoir et l'insertion du pouvoir dans la vie d'un peuple.

## Où en est le problème scolaire ?

Il y a quelques mois, on pouvait être sceptique sur les chances d'une solution du problème scolaire qui aille vraiment dans le sens de l'apaisement des vieilles querelles et ouvre enfin une voie de rénovation et de réconciliation. Un espoir se montre aujourd'hui depuis la constitution, à la diligence du ministre de l'Education Nationale, d'une commission scolaire qui s'est aussitôt mise à l'étude, selon sa mission, des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé. Il n'est pas exclu que du rapport qu'elle présentera au ministre dans des délais relativement brefs puissent se dégager les éléments d'une solution enfin valable. La commission, présidée par M. Lapie, ancien député socialiste, ancien ministre de l'Education nationale, est composée d'hommes dont la compétence, l'autorité morale et l'indépendance à l'égard du gouvernement sont pareillement incontestables. Ainsi prévaut, malgré les assauts des fanatiques des deux bords, une méthode de bon sens et de raison qui pourrait permettre d'éviter une extension et une aggravation de la loi Barangé, dont les malfaçons sont visibles et qui n'a été en son temps qu'un expédient provisoire et irritant.

Quelques pierres de l'architecture à venir se trouvent peut-être dans l'article qu'a publié dans le *Monde* du 19 juin le R. P. Dabosville, de l'Oratoire, aumônier national de l'Union des Catholiques de l'enseignement public. L'auteur rejette l'idée d'une « subvention qui passerait par le canal d'une organisation nationale unitaire de l'enseignement chrétien ». Un tel organisme qui bien que privé recevrait, gérerait et répartirait des fonds publics, paraît aussi peu acceptable pour l'Eglise que pour l'Etat, et il importe de refuser, dans l'intérêt de la paix scolaire, la concurrence entre les deux écoles sans pour cela recourir au monopole ou à une nationalisation étatique. Parmi les six propositions du Père Dabosville, qui forment un plan à la fois souple et cohérent, on a surtout remarqué celle qui vise à la création d'un enseignement confessionnel conventionné. Un type de contrat serait proposé aux établissements qui resteraient libres ou de l'accepter ou de garder leur statut de droit privé. Dans l'enseignement conventionné, les maîtres justifiant de titres égaux à ceux de leurs collègues de l'enseignement public recevraient, pris en charge par l'Etat, les traitements correspondant à leurs diplômes et à leur ancienneté ce qui implique évidem-

ment un contrôle par l'Education nationale de la valeur pédagogique des enseignants ainsi que des horaires et des programmes qui seraient alignés sur ceux de l'Université. Toutes ces suggestions méritent examen et discussion et elles ont le mérite de n'obliger personne à sacrifier les valeurs dont il a la charge et la garde.

Sans doute les propositions du Père Dabosville, si elles ont été bien accueillies par un grand nombre des maîtres des deux écoles, ont provoqué des mouvements divers, comme on dit, chez ceux qu'elles obligeaient à réviser des préjugés établis et qui ne sont que trop enclins à chercher à leur passion un alibi idéologique et fausement doctrinal. La *France Catholique* a fait écho à la protestation vive et sommaire d'un membre de l'état-major de l'Association des parents de l'enseignement libre (A.P.E.L.), dont il n'est pas sûr qu'il ait parlé es qualités. Et la *Dépêche* de Toulouse, bastion du laïcisme intégral a vu un attentat contre la République dans l'idée même d'un enseignement confessionnel conventionné ; mais cet article à grand fracas, orné de révélations qui se voulaient sensationnelles, n'a suscité aucun écho, tant était visible l'inspiration tortueuse et malveillante dont il est issu. Le S.G.E.N. (Syndicat Général de l'Education Nationale affilié à la C.F.T.C.), ou plutôt son appareil national, entreprenant assez abusivement sur la liberté d'opinion de ses mandants a cru devoir prendre une position qui, par une rencontre sans doute fortuite, coïncide avec celle du radicalisme du Sud-Ouest. L'U.G.S. et M. Claude Bourdet se sont de leur côté donnés le ridicule de craindre publiquement qu'un enseignement confessionnel conventionné n'introduisit « le loup clérical » dans la bergerie universitaire. La « défense laïque » se perd ainsi dans l'excès et l'insignifiance.

Tous ces remous, dont il ne faut pas surestimer l'importance, car ils ne sont pour la plupart qu'agitation de chapelles de peu de crédit sur l'opinion publique, montrent que la modération et la raison ne dégèleront pas aisément quelques banquises intégristes et sectaires. D'autant plus que le parti communiste joue contre la V<sup>e</sup> République le jeu de la guerre scolaire. Un brise-glace cependant a été lancé : il n'est pas sûr, mais il n'est pas impossible qu'il trouve enfin la mer libre.

# Un syndicat

*pas comme les autres !*

**R**EUNI au lendemain des assises de la C.G.T. et de la chaude alerte sociale que fut la menace de réquisition des cheminots, le congrès de la C.F.T.C. ne risquait pas, cette année, de passer inaperçu. Au reste, ce syndicat retient depuis quelque temps l'attention des observateurs. Sa vitalité, ses progrès, notamment dans les secteurs ouvriers les plus dynamiques, la jeunesse de ses cadres jusqu'à l'échelon confédéral, une organisation authentiquement démocratique offrant leur chance aux diverses tendances, en font, dans la France d'aujourd'hui, « un syndicat pas comme les autres »... et qui a la réputation solidement établie d'être une centrale « dure ».

Certains se demandaient si ne se reproduiraient pas, à l'occasion de cette réunion, des heurts entre « majorité » et « minoritaires ». En réalité, les débats orientés par le rapport très concret de Declercq ont été le plus souvent constructifs. Partisans de la « civilisation du travail » et partisans du « socialisme démocratique » ont trouvé dans ce document beaucoup mieux que l'occasion de raviver des querelles doctrinales, des objectifs relativement proches et accessibles sur le chemin d'une transformation profonde de la société actuelle.

Document de travail proposé aux réflexions des militants, et non pas « Bible » définitive et obligatoire, ce rapport précise les méthodes, les exigences et les conditions d'une planification démocratique. Il l'oppose à notre système, qui laisse peu de place à l'intervention ouvrière et, dans l'élaboration comme dans l'exécution, ne change pas grand-chose à l'ordre ancien. Mais il marque également son rejet de toute planification étatique, qui conduit à la dictature des bureaux et à l'étouffement des libertés.

Sans doute, l'orientation nouvelle ainsi exigée est-elle imposée par l'évolution du monde moderne, la rapidité du progrès technique, la lourdeur des équipements à mettre en œuvre. Mais il ne s'agit pas seulement de démontrer la supériorité « technique » du plan sur le « laissez-faire », ce serait méconnaître les dimensions de la revendication qui vient d'être lancée par la C.F.T.C.

*Au Congrès de la C.F.T.C.*

*Unité, efficacité*

Celle-ci cherche d'abord à atteindre « l'étape de la participation réelle, efficace et consciente des salariés aux décisions économiques, contestant les actuels pouvoirs patronaux ».

Plus important que de choisir la meilleure recette économique pour accroître le bien-être, est de réaliser un véritable « partage du pouvoir » économique. Ce que recherche la C.F.T.C., en définitive, ce n'est pas le « bonheur », mais « l'élargissement des libertés ».

« Nous voulons *avant tout* que chaque personne humaine atteigne toute sa taille ».

## SUCCÈS OU

avec

**Théo BRAUN****Pierre-Bernard COUSTE****André FONTAINE****Paul REUTER**

**L'**EUROPE est-elle morte ou aborde-t-elle un nouveau stade de son organisation ? Peut-on légitimement parler d'une faillite de l'Europe des Six ? Ne doit-on pas dire, au contraire, que, malgré les crises et les accidents inhérents à toute entreprise novatrice et hardie, la construction de la Communauté Européenne se poursuit lentement, progressivement, sûrement ? Quel est l'apport actuel de la France dans une politique de solidarité européenne ? Telles sont les questions qu'examinent ensemble pour les lecteurs de « France-Forum » Théo Braun, dirigeant syndicaliste C.F.T.C., P.-B. Cousté, président du Centre des Jeunes Patrons, André Fontaine, chef du Service étranger au journal Le Monde, Paul Reuter, professeur de droit international à la faculté de Paris.

**P. REUTER**

Depuis juin 1958, la politique européenne du gouvernement français a pris une forme positive, et pour certains esprits cela a été incontestablement une surprise heureuse. Non seulement ce gouvernement a assumé loyalement les engagements pris par d'autres gouvernements et d'autres régimes, mais il s'est déclaré franchement favorable à la politique du Marché commun. Il s'est, d'autre part, engagé dans une voie qui était impliquée par la politique européenne, mais qui n'avait pas été suffisamment explorée par les gouvernements précédents, en multipliant les contacts directs entre chefs d'Etat et chefs de gouvernement.

**TH. BRAUN**

Son attitude ne fait d'ailleurs que correspondre au sentiment général de l'opinion publique et de celle du monde économique, qui considèrent, eux, que la réalisation du Marché commun est une donnée certaine qui s'imposera au cours des années qui vont suivre. Toutefois, je ne peux m'empêcher d'exprimer mes inquiétudes. Il me semble qu'entre les déclarations gouvernementales et son action quotidienne ou plutôt sa politique européenne, il y a un décalage considérable.

**P. REUTER**

L'unification européenne dépend déjà plus des faits que des intentions. Les déterminations individuelles des entreprises, la certitude acquise au sein des consciences qu'il n'est plus possible d'échapper à la constitution de grands « ensembles » l'emportent déjà sur les intentions parfois fluctuantes des gouvernants.

**L'Europe de la supranationalité doctrinale est morte****A. FONTAINE**

Il n'est pas toujours facile, évidemment, de démêler les intentions réelles. Mais il est sûr, d'une part, qu'une certaine Europe est morte : celle de la « supranationalité » doctrinale, d'autre part, que le nouveau gouvernement est résolu à observer ses engagements. A cet égard, il faut interpréter le refus de faire appel aux clauses de sauvegarde du traité de Marché commun comme la preuve d'une volonté bien arrêtée d'appliquer les traités tels qu'ils sont, mais pas plus. De toute façon, ces traités sont appliqués par des gens qui n'en sont pas les auteurs, qui n'ont pas foi en eux, et cela suffit à créer un changement total dans la façon de les appliquer. Certainement, si nous cherchons à voir plus loin, il y a cette croyance aux grands espaces, une conception du monde qui fait que l'on sait très bien que l'hexagone n'est plus un cadre suffisant. Seulement, je crois que, pour le général de Gaulle, le grand espace, c'est d'abord le grand espace franco-africain. L'Europe vient s'imbriquer dans ce grand espace d'une manière ou d'une autre, mais elle est seconde par rapport à ce grand espace français. En tout cas, il y a un événement qui est caractéristique de l'état d'esprit national (certains disent nationaliste) actuel : c'est l'ensemble des revendications présentées par le gouvernement français à ses grands alliés pour participer avec eux sur un pied d'égalité à ce qu'il appelle la stratégie politique et militaire du monde libre tout entier, et qui l'amène à leur demander de participer à toute décision sur l'emploi de la bombe atomique, à exiger d'eux une solidarité totale sur le plan de la poli-

---

# FAILLITE DE L'EUROPE ?

tique nord-africaine, ainsi que la communication des secrets atomiques nécessaires à la fabrication de la bombe française. Pour faire aboutir ces revendications, le gouvernement actuel a mis en œuvre une sorte de chantage, je crois que le mot n'est pas trop gros, puisqu'il subordonne à la prise en considération de ses revendications tout développement de sa participation à l'O. T. A. N., autrement dit l'installation de stocks de bombes atomiques en France, l'installation de rampes de lancement, la mise sous commandement intégré de la défense aérienne atlantique, etc. Cela ne s'applique pas seulement à la solidarité atlantique, cela s'applique également à la solidarité européenne, et on a pu entendre, à plusieurs reprises, M. Debré, récemment, dire que cette solidarité européenne n'avait de sens que dans la mesure où elle apportait un appui total à la politique de la France en Afrique du Nord. Pour autant que je sache,

M. Debré est allé un petit peu plus loin que l'on aurait voulu qu'il allât, et il est probable que l'on n'entendra plus beaucoup parler de cette affaire. Mais, enfin, il y a là l'expression de sentiments évidemment assez inquiétants pour l'avenir et qui devraient automatiquement amener nos partenaires européens à se poser un certain nombre de questions quant aux arrière-pensées du gouvernement français quand il lance sa politique européenne. Car il est bien entendu que la politique européenne, quelle que soit l'Europe que chacun de nous peut rêver, n'a de sens, à leurs yeux, que si elle repose sur une sorte d'égalité des droits, qu'elle n'a pas de sens si elle n'a d'autre but que de fournir aux prétentions mondiales de la France un appui et un soutien en coulisse. Je crois qu'aucun gouvernement, qu'il soit allemand, italien, belge ou autre, n'est prêt à admettre une conception de ce genre.

Paul REUTER

P. REUTER

Entre les sentiments et les attitudes concrètes intervient tout un ensemble de réalités économiques et politiques qui fait que, par un paradoxe étonnant, les équipes au pouvoir prennent des positions inclinées dans un sens opposé à celui qu'il était normal d'attendre. Tout le monde sait qu'en France les gouvernements de gauche sont souvent en coquetterie avec l'Eglise catholique et inversement. Vous venez de donner l'exemple des rapports entre l'Europe et l'Afrique, le sentiment « national » du gouvernement actuel l'a conduit à donner à l'Afrique des libertés qu'aucun des gouvernements précédents n'avait même osé envisager. De même, une politique qui prend son départ dans une certaine fierté patriotique peut conduire, dans la réalité et après certains ajustements, à des mesures constructives qu'aucun des gouvernements précédents n'avait pu assumer. Sans vouloir présenter ici la défense de ce gouvernement, il est possible qu'une attitude française, basée sur des réactions positives, conduise finalement, malgré certains détours, à des engagements européens plus substantiels que ceux qui découlent de promesses et de serments par rapport auxquels un gouvernement faible se définit toujours, quand il s'agit de l'exécution, en retrait. On pouvait concevoir une Europe faite d'un ensemble d'abandons réciproques ; de cette Europe, il semble bien que le gouvernement français ne veuille pas. Une Europe qui, au départ, fait une place plus grande au patriotisme local aboutira peut-être à des résultats immédiats satisfaisants en attendant que se développent des sentiments européens qui n'ont peut-être pas encore pénétré dans l'ensemble de l'opinion.

**Le programme d'unification économique européenne ne doit pas être mis en cause**

P.-B. COUSTE

En tout cas, en dehors de ces considérations politiques générales, je crois que, quel que soit le gouvernement français, pour les chefs d'entreprise et les hommes dynamiques dans les professions, il ne peut plus être question d'annuler ce qui est la perspective économique européenne. Les chefs d'entreprise, les professions, les hommes des autres pays de la Communauté Européenne se préoccupent, par des confrontations de leurs entreprises, de leurs productions, de leurs marchés, d'une organisation dynamique de l'Europe. On sent véritablement, dans les milieux professionnels, des inquiétudes, mais on sent aussi le dynamisme des initiatives nouvelles qui sont prises, et par là même je crois que ce serait très grave, de la part d'un gouvernement quel qu'il soit, de laisser penser que l'on veut détruire une certaine Europe économique, car cela laisserait de nouveau toutes ces initiatives, tout ce dynamisme se détourner vers ce qui a été, pendant tant d'années, une attitude protectionniste de l'économie française, qui va à l'encontre évidemment des intérêts du consommateur. Il serait extrêmement regrettable qu'un gouvernement prenne la responsabilité de

révoquer, pour quelques raisons que ce soit, même politiques, un programme d'unification et d'entente économique européenne.

TH. BRAUN

Je serai d'accord avec M. Fontaine, après explications, qu'une certaine forme de l'Europe est morte. La conjoncture politique européenne est autre aujourd'hui qu'il y a un an. Nous devons, à cause des difficultés techniques, conjoncturelles, politiques, repenser l'application des traités dans le contexte annuel. Cela n'est pas seulement vrai pour la France, mais pour l'ensemble de la Communauté et surtout pour l'Allemagne. Un fait me semble devoir être pris en considération. Le rapprochement franco-allemand... Ce rapprochement est important, parce que l'application du traité sera facilitée s'il s'appuie sur le plan politique, et surtout sur deux grands pays. Mais, cela admis, et même si M. Cousté dit qu'au fond le traité est un fait, ce qui est vrai, je n'ai jamais pensé que l'Europe était une fin en soi, pas plus que je pense que le traité a réglé les problèmes des tensions entre les classes, entre les blocs politiques, entre les pays industrialisés et les pays sous-développés, ni même entre les nations membres. La Communauté européenne crée des situations de départ favorables : un grand espace économique permettant de développer une production de masse, une utilisation rationnelle des découvertes techniques, des occasions de rapprochement entre les peuples.

**Le nationalisme menace la politique économique commune**

Toutefois, nous sommes en présence de grandes difficultés qu'il ne faut pas sous-estimer. Nous ne pouvons pas ne pas être inquiets de la situation politique d'un pays, d'une part, et des moyens dont dispose la Communauté, d'autre part.

Je pense, pour ma part, qu'il n'est pas exagéré de dire que de la manière dont le monde occidental résoudra ses problèmes économiques, au cours de la prochaine décennie, dépendra son avenir ainsi que la sauvegarde de la vie démocratique.

Cela nous amène à mettre en place une organisation économique efficace.

Cela suppose d'abord une économie en expansion. Mais cette expansion doit entraîner (car la liaison n'est pas automatique) :

- une élévation du niveau de vie ;
- une meilleure répartition du revenu national ;
- une aide accrue aux pays sous-développés ;
- une participation réelle des travailleurs aux décisions et au contrôle.

Les travailleurs seront exigeants. Ce n'est pas seulement l'organisation du marché qui nous importe, mais

la politique économique commune. Or je pense que la politique commune est gravement menacée par les positions des gouvernements qui, de plus en plus, semblent s'inspirer du nationalisme.

### ***L'Europe se fera par vagues successives***

P. REUTER

Je suis à la fois d'accord et en désaccord avec ce que vient de dire Théo Braun. Je ne pense pas qu'il soit tout à fait exact de dire qu'une *forme* de l'Europe est morte. Car, pour que l'Europe se fasse, il faut bien qu'il y ait finalement, d'une manière ou d'une autre, des pouvoirs européens, et je préférerais dire qu'avec l'échec de la C. E. D. une *phase* de l'unification européenne est close et qu'une autre a commencé. En réalité, je pense que l'Europe se fera par vagues successives ; mais ce dont je reste tout à fait convaincu, comme Théo Braun, c'est qu'il faut avoir le courage et la lucidité de voir qu'il n'est finalement d'unification que politique. Quelles que soient les voies suivies, quelles que soient les formes prises par les institutions communes, il faut envisager le jour où les intérêts communs seront suffisamment substantiels, et ressentis comme tels, pour que des institutions et des organes puissent en assumer la gestion sur le plan politique. Toute la question est de déterminer le rythme de ce développement. On peut dire, et ce ne serait peut-être pas inexact, que les auteurs du Traité de Rome ont jeté les conditions qui conduiront à une unification plus tôt qu'ils ne l'ont réalisée. Si l'évolution économique des années qui viennent se déroule sans crise, les échéances politiques seront moins proches ; mais des crises ou des incidents un peu graves précipiteront les échéances. A cet égard, l'expérience de la C. E. C. A. est un avertissement.

TH. BRAUN

Je voudrais répondre sur un point qu'il me semble important de ne pas négliger. Je veux parler de la réaction des Allemands. La politique de M. Erhard, le problème de la succession de M. Adenauer démontrent, à mon avis, qu'il y a une différence de conceptions profonde entre M. Adenauer et M. Erhard. C'est ce que je voulais dire tout à l'heure.

P. REUTER

Je ne crois pas qu'il faille mettre en cause une différence de conception européenne ; je serais plutôt tenté de dire que la conscience de l'immédiateté de certains problèmes est différente chez les deux hommes. L'un, très sensible au problème de Berlin, est déterminé par un drame immédiat ; pour l'autre, l'échéance est plus lointaine.

### ***L'Europe des grands hommes***

A. FONIAINE

Je crois que ce que M. Braun a dit au sujet du chancelier est très important, parce que la conception officielle de l'Europe, à l'heure actuelle, c'est celle de l'Europe des « grands hommes ». Or l'inconvénient de l'Europe des « grands hommes » est qu'il n'y a que deux grands hommes : le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Nous avons tout à fait le sentiment que, lorsqu'il n'y aura plus de dialogue de Gaulle-Adenauer, beaucoup de choses seront remises en question. A supposer que, du côté français, la constellation politique actuelle reste au pouvoir, le jour où il n'y aura plus le général de Gaulle pour lui imprimer une certaine direction européenne, on retournera assez rapidement, il suffit d'écouter les discours de M. Debré pour s'en convaincre, au nationalisme un peu offensif et offusqué qui était le sien lorsqu'il était au Sénat. De la part des Allemands, c'est un peu la même chose. M. Erhard est, bien entendu, favorable à l'Europe, et il sera forcé de le dire de plus en plus dans les mois qui viennent, mais, en réalité, son état d'esprit, celui de la grosse industrie allemande, qui le soutient et l'inspire, sont très différents de celui qui a présidé à une œuvre de rapprochement européen qui avait tout de même comme but quelque chose comme la fusion des patries. Et de cela aujourd'hui il n'est plus question.

L'une des preuves qu'il n'en est plus question, c'est précisément la crise de la C. E. C. A. et le fait que l'exécutif de la C. E. C. A., la Haute Autorité, qui était prévu comme véritablement supranational, est en fait le champ d'influences nationales très directes. Chacun de ses membres, au lieu de s'inspirer essentiellement de l'intérêt supranational comme de chercher à l'interpréter objectivement, se fait, en pratique le représentant de son gouvernement dans toutes les décisions à prendre.

Je crois donc que la précarité de cette Europe des « grands hommes » impose précisément de trouver une solution qui rende la construction européenne un peu plus permanente, un peu plus sûre de survivre à ces « grands hommes ». Et c'est là que se repose la question : « Une Europe est-elle morte ? » Indiscutablement, une tentative de créer l'Europe institutionnelle politique est morte. Elle est morte, en effet, avec la C. E. D., et je dirai même qu'elle était morte avant, elle était morte avec l'échec des travaux de la commission *ad hoc* de Strasbourg pour la « constituante européenne », qui a marqué l'ultime aboutissement du conflit entre ce que l'on appelait les maximalistes et les minimalistes. Je ne me cache pas d'avoir été toujours, pour ma part, un minimaliste, étant convaincu qu'à force de mettre la charrue devant les bœufs et de laisser des professeurs de droit — excusez-moi — créer des institutions, sans la moindre participation populaire, on aboutirait à faire quelque chose d'absolument théorique et vide.

André FONTAINE

autre ? Je ne sais pas si c'est le moment de l'évoquer dans ce débat, mais il y a une idée dont on a parlé cent fois dans le passé et qui a fait l'objet d'un grand nombre de communiqués entre ministres européens, y compris les ministres des Six, dont M. Mendès-France, après l'échec de la Conférence de Bruxelles sur la C. E. D., qui était l'organisation d'élections européennes, la création d'une Assemblée européenne élue. Il me semble, si la chose était possible, et je ne vois pas pourquoi elle ne le serait pas, qu'il y aurait là une occasion pour les six pays d'affirmer leur croyance dans la possibilité d'une Europe et, en même temps, aux parlementaires qui auraient fait campagne uniquement sur les problèmes européens, une fois réunis, de définir peut-être mieux que les gouvernements, avec moins de résistances et de réticences, les chemins que pourrait prendre la constitution progressive des Etats-Unis d'Europe.

### *L'Europe des hommes et l'Europe des équipes*

P. REUTER

L'Europe des « grands hommes » présente tous les avantages et tous les inconvénients des gouvernements des « grands hommes » : elle comporte de grandes chances et de grands risques ; mais, comme vient de le dire Fontaine, d'autres solutions sont possibles ; il y a l'Europe des hommes tout court, qui est celle du suffrage universel à laquelle il songe ; il y a aussi, lorsque les peuples, par malheur ou par chance, n'ont pas de grands hommes, l'Europe des équipes, et on peut imaginer qu'à un rythme moins brillant, et moins dangereux aussi, l'Europe poursuive son unification si, dans l'ensemble des partis politiques et l'ensemble des organisateurs d'une nation, il y a des hommes résolus, convaincus que l'avenir de leurs patries est de partager une destinée commune.

P.-B. COUSTE

Je crois que cette observation est très importante. Parmi ces hommes tout court, il y a évidemment des ouvriers, des employés, des ingénieurs, des chefs d'entreprise. Et il est bien certain que l'espoir que mettent dans l'Europe économique les chefs d'entreprise français, lorsqu'ils sont dynamiques, lorsqu'ils sont décidés à agir, je ne parle pas de ceux qui vont rester dans des routines condamnées, mais ceux qui mettent à profit l'ouverture des marchés, qui mettent à profit les possibilités de s'entendre dans des sociétés qui peuvent même être conventionnées par l'Etat, il est bien certain que ces hommes, eux, finalement, voient dans cette Europe un moyen aussi de trouver une certaine solution sociale aux problèmes. Car il faut tout de même bien se dire que nous sommes dans une confrontation permanente de l'efficacité de deux systèmes économiques, d'un système économique, dans lequel nous sommes, où l'entreprise prend des initiatives et où elle est libre, comme on dit, ou assez libre, et, par contre, un régime, comme le régime

*Relancer l'Europe par la création d'une Assemblée européenne élue.*

Y avait-il un moyen de refaire une autre Europe, de la refaire par la base, par la technique, comme on le fait aujourd'hui ? Un élément positif et nouveau, on en a beaucoup parlé, est le ralliement des milieux économiques français, dans leur ensemble, à l'Europe. Cela me paraît de beaucoup le facteur principal, le facteur le plus solide. Est-ce que de cela on peut déboucher sur quelque chose d'autre qui relance l'Europe d'une manière ou d'une

soviétique, où les efficacités économiques ne sont pas niées, mais où les méthodes et les moyens d'action sont très différents. C'est pourquoi je crois que, de plus en plus, qui veut le progrès économique avec le progrès social doit nécessairement vouloir une organisation économique de l'Europe. Et je pense que ce serait une très grave erreur de porter atteinte aux règles déjà fixées, que nous connaissons et qui sont pour nous un élément de décision dans nos prévisions économiques, dans nos investissements, dans notre organisation commerciale, et que par là même je crois que, quel que soit le système, celui des « grands hommes » ou celui des « équipes », il faut nécessairement répondre aux besoins des hommes, par une organisation économique des grands espaces, et indéniablement je crois qu'une des bonnes réponses c'est la Communauté économique européenne. Dans ce sens, d'ailleurs, je dois dire qu'une récente rencontre avec les jeunes chefs d'entreprise d'Europe (1) nous a définitivement convaincus, s'il en était besoin, qu'évidemment l'idée d'admettre que la Communauté européenne soit un jour élargie dans une zone de libre-échange existe très fortement chez nos partenaires allemands, mais que les termes du Traité et les obligations qu'il entraîne pour chacun de nous sont également connus et par là même acceptés. Je reconnais qu'effectivement il y a eu des tentatives et des tentatives, mais je ne pense pas qu'elles puissent faire éclater les règles du jeu que nous connaissons et qui ont été acceptées en France, et qui sont maintenant, je crois, de plus en plus en train de pénétrer dans les cercles professionnels.

***La construction économique européenne doit être consolidée par un contrôle politique***

TH. BRAUN

Pour ma part, je suis profondément convaincu des avantages d'un grand marché et d'une économie de grands espaces.

Une telle politique économique est incontestablement la politique de l'avenir.

Toutefois, je ne peux m'empêcher de manifester quelques préoccupations.

Je suis d'accord avec M. Cousté que l'application du traité a provoqué chez les industriels français un stimulant dans leurs activités. Mais il me semble qu'un grand nombre d'industriels ont surtout adhéré au traité parce que, selon eux, cela était le meilleur moyen de s'opposer à une zone de libre-échange.

Il me semble qu'il faut à tout prix éviter que le protectionnisme français bien connu s'étende à la Commu-

*Qui veut le progrès économique et social doit vouloir une organisation économique de l'Europe.*

nauté. Il faut construire une Europe ouverte, voyant large et voyant grand.

Enfin, nous ne pourrions accepter, en tant que syndicalistes, n'importe quelle économie européenne.

Je voudrais m'expliquer : la libre circulation des marchandises, des capitaux, la convertibilité monétaire, la

(1) Congrès de mai à Valence (Espagne) de la Fédération des jeunes chefs d'entreprises d'Europe.

recherche de la stabilité monétaire ne sont pas sans nous inquiéter...

L'Europe s'organise... Elle devient une réalité. Les forces économiques européennes s'organisent. Mais qui les contrôlera, si le pouvoir politique reste fractionné entre les « Six » pays ? La commission prévue dans le Traité de Marché commun n'a pas le pouvoir de contrôle ; il me semble donc indispensable de consolider la construction économique européenne, par un contrôle politique, si nous voulons atteindre les objectifs fixés par le traité.

Nous assistons à un ralentissement des affaires en Europe. Nous ne pouvons accepter la récession pour établir la stabilité monétaire. Nous restons partisans d'une économie en expansion, d'une organisation économique efficace.

L'organisation européenne suppose la réalisation d'un rythme minimum de 5 pour 100 par an de croissance harmonisée.

### **Développement et harmonisation des investissements**

L'exigence d'une croissance minimum harmonisée suppose un projet de développement européen ; ou, en d'autres termes, une politique commune de l'investissement.

En termes tout à fait concrets, sous peine de double emploi, d'initiatives contradictoires, de gaspillages, les travailleurs de l'Europe veulent traduire l'intérêt de la Communauté par la mise en place de projets communs d'investissements. Il faut pour cela concrétiser la solidarité des pays entre eux. Nous ne pouvons accepter qu'un pays gèle ses excédents de devises et que l'autre soit systématiquement en déficit. Il faut, par des mécanismes nouveaux, permettre l'expansion en accentuant le rôle de la Banque d'investissements pour développer le rythme des investissements des groupes industriels et rechercher l'aménagement équilibré des différentes régions dans l'Europe de la Communauté. On me dira peut-être que la Banque prévue au Traité n'a pas cette mission. D'accord, mais ne peut-on réviser sa conception, plutôt que de continuer à voir des investissements concurrentiels ou anarchiques créant le chômage et ne permettant aucune élévation du pouvoir d'achat ?

Il nous reste encore, si toujours nous voulons bâtir une économie efficace, à rechercher une politique monétaire commune. Dans ce sens, il me semble nécessaire de renforcer, dans l'immédiat, les attributions du comité consultatif monétaire, en le dotant de moyens efficaces d'arbitrage.

Les travailleurs, enfin, réclament une participation plus large et plus concrète à l'application du Traité. Les syndicats s'organisent. On a parlé beaucoup, ces temps derniers, de la faiblesse des syndicats ouvriers. Je le reconnais, mais il ne faudrait pas exagérer. Les syndicats ouvriers s'équipent, s'organisent, pour faire face à leurs responsabilités.

### **Satisfaction des besoins des consommateurs, promotion des hommes**

P.-B. COUSTE

Il est bien certain que le but de la politique économique que nous faisons est véritablement le micux-être des consommateurs, donc des ouvriers, des employés, des agriculteurs qui sont dans une zone économique déterminée. A vrai dire, nous avons de plus en plus le sentiment que la Communauté économique européenne n'est qu'une nouvelle approche d'un problème que nous connaissons bien, qui est la satisfaction des besoins. Par là même, nous pensons qu'il ne s'agit pas de mettre en mouvement des mécanismes d'inspiration libérale : il s'agit de laisser passer les produits, les marchandises, les capitaux et les hommes ; mais il s'agit aussi d'organiser, de construire l'Europe ; il ne s'agit pas simplement de lui donner un nouveau champ d'action au hasard. C'est pourquoi, par exemple, à nos yeux, à mes yeux personnellement en tout cas, on ne peut pas penser un instant à une construction européenne harmonisée sans poursuivre, et c'est une chose que le gouvernement doit faire de toutes ses forces, une véritable promotion de l'économie régionale. Une politique de l'aménagement du territoire est indispensable, et de ce côté-là il faut véritablement aménager le territoire pour ménager les hommes, si je puis dire. Il est bien certain que vouloir une Europe libérale ce serait tout simplement vouloir purement et simplement une zone de libre-échange, comme on nous l'a proposée, et même avec un élargissement aux produits agricoles, voire aux pays d'outre-mer, contrairement à ce que l'on a alors proposé. Mais de toute façon ce n'est certainement pas ce qui est souhaitable, parce qu'il faut éviter justement les phénomènes de retard, il faut éviter que cette construction européenne soit onéreuse pour les hommes. Je crois qu'on ne soulignera jamais assez l'importance de la *politique commune*. Je crois bien que c'est là où va se situer, dans les mois et les années à venir, la confrontation essentielle des vues de chaque gouvernement. Je pense qu'un jeu raisonnable, dans le sens de la promotion des hommes dans l'Europe, c'est d'accepter une harmonisation des législations, car je ne vois pas qu'il y ait de retard spécifique dans l'économie française qui nous amène à penser que nous soyons plus mal partagés ou dotés que nos partenaires de la Communauté des Six. Il ne s'agit pas du tout de reporter à la limite des six pays, comme on pourrait le penser, le protectionnisme dont nous n'avons que faire. Il s'agit essentiellement de promouvoir une politique économique dynamique qui ne doit pas exclure un effort vis-à-vis des pays d'outre-mer, vis-à-vis du « tiers-monde », car là nous avons une responsabilité qu'il faut reconnaître, qu'il faut même souligner, puisqu'il est prévu une association des pays d'outre-mer belges et français à la C. E. E. et qu'à leur égard il est prévu non seulement l'écoulement des produits, mais des possibilités de développement par les investissements..

TH. BRAUN

Je me réjouis de constater que Cousté, lui aussi, met l'accent sur la politique économique commune.

Mais je reviens à la nécessité d'harmoniser les investissements. Cousté nous dit que l'harmonisation des charges sociales est importante. Je suis d'accord avec lui, mais dans ce domaine on avance surtout des mots, mais on ne sait rien mettre derrière.

Pour ma part, je pense que l'harmonisation des charges sociales ne pourra jamais être obtenue sans harmonisation des investissements. Par exemple : si la productivité, en Allemagne, augmente chaque année de 5 p. 100, et en France de 2 p. 100, on verra très vite un décalage considérable. Il me semble qu'il ne peut y avoir d'harmonisation que si la productivité est à peu près identique chaque année.

La Communauté européenne ne pourra réussir que si elle associe le monde du travail. Si elle donne aux travailleurs toute la place qui leur revient.

L'aide aux pays sous-développés est une question capitale. Nous devons orienter nos efforts en vue d'apporter une contribution effective à l'implantation de structures économiques permettant la création des marchés intérieurs dans les pays sous-développés.

Il ne faut pas transplanter notre organisation économique dans ces pays. Il faut adapter l'économie à ces pays. Il faut que l'aide européenne soit sans contrepartie. L'économie du don, de l'aide, n'est pas compatible avec la mentalité du plus grand profit.

Il faut que tous les hommes s'unissent pour entreprendre cette œuvre magnifique, qui sera d'ailleurs le meilleur moyen de gain pour que tous les hommes puissent vivre dignement et par là-même construire la paix de ce monde.

### **La situation diplomatique et militaire impose une politique européenne**

A. FONTAINE

Les mots « la paix de ce monde » constituent une bonne transition pour aborder l'autre aspect de la question européenne qui est son aspect politique et, hélas ! militaire. Je crois, en effet, que même si l'économie n'imposait pas une politique européenne dans les mois et les années qui viennent, la situation diplomatique et militaire l'imposerait. Car quel est, au fond, le fait essentiel cette année sur le plan politique ? C'est que la guerre froide, qui s'était arrêtée en Europe depuis dix ans, depuis la fin du blocus de Berlin, a repris. Elle a repris avec la note de Khrouchtchev du 7 novembre. Cette note est susceptible de deux interprétations. L'une, optimiste, veut que l'U.R.S.S. consolide définitivement ses arrières

pour se consacrer à la réalisation de son plan de sept ans. Il y en a une autre qui est, au moins, aussi vraisemblable, c'est que l'U.R.S.S. se sentant très forte, sentant le monde capitaliste sur son déclin, à l'agonie comme dit Khrouchtchev, l'U.R.S.S. maintenant essaie de s'attaquer à ce qui constitue l'enjeu numéro 1 de la guerre froide en Europe, à savoir l'Allemagne. Elle a déjà obtenu des alliés, au cours de cette année et spécialement à la conférence de Genève, la reconnaissance de fait de la division de l'Allemagne que, jusqu'à présent, ils avaient toujours contestée. Car c'est cela, je crois, la signification essentielle de Genève, c'est que l'Allemagne de l'Est était

Théo BRAUN

*L'organisation européenne doit favoriser l'expansion de l'économie dans l'intérêt des travailleurs.*

dans la salle des séances en la personne de son ministre des Affaires étrangères qui a parlé aussi longtemps qu'il voulait et des sujets qu'il voulait. On peut donc dire après cela qu'on refuse de reconnaître ce gouvernement, il est là, il est sur la scène et la pression sera de plus en plus forte auprès de l'opinion occidentale pour dire : « Mais voyons, puisque vous l'avez accepté dans la salle de conférence, pourquoi ne le reconnaissez-vous pas purement et simplement ». Il faut dire que c'est un argument qui paraît conforme au bon sens.

Cette première phase acquise qui est celle de la liquidation de toutes les velléités de remise en cause du régime de Berlin-Est, normalement devrait suivre la phase suivante qui est celle d'une tentative de décrochage de l'Allemagne de l'Ouest de l'Occident. Jusqu'à présent, les gouvernements alliés ont d'ailleurs envisagé cette perspective et l'on peut dire que l'une des raisons de la politique européenne et de la politique atlantique a été précisément de créer entre l'Allemagne fédérale et les pays occidentaux des liens suffisamment étroits pour qu'aucune manœuvre de la diplomatie soviétique ne puisse les remettre en cause.

Y est-on arrivé ? Plus ou moins. Le simple fait des questions que l'on se pose à propos du chancelier Adenauer et de sa succession suffit à prouver que certaines inquiétudes subsistent quant à l'avenir. Il importe donc d'agir en vue des démarches probablement très prochaines du Kremlin vis-à-vis de Bonn, ses offres de séduction, ses offres de rapprochement assorties de promesses de commerce, d'amélioration du sort des populations de l'Allemagne de l'Est. Il est probable que l'on va assister à toute sorte d'offensives qu'il faut essayer de contrer par l'établissement de liens toujours plus étroits entre l'Allemagne fédérale et la France et les autres pays de l'Europe occidentale. C'est un premier point qui est, je crois, très important.

Le second point est déterminé par une évolution de la stratégie mondiale. A moins que la guerre froide ne prenne fin comme par enchantement, ce qui est peu probable, nous allons nous trouver dans les années qui viennent dans une situation où l'on aura de moins en moins envie de se faire tuer pour le voisin. Pourquoi ? parce que la mort sera quelque chose de plus en plus inconcevable, de plus en plus apocalyptique étant donné qu'il ne s'agira plus de mourir par unité ou par milliers, mais par millions à la fois. La question faut-il mourir pour Dantzig se posera de plus en plus. Elle peut se poser à propos de Bonn, elle peut se poser à propos de Berlin, de Paris ou d'ailleurs et l'hésitation des alliés les plus sûrs sera un facteur à prendre de plus en plus en considération. Je crois qu'il le sera d'autant plus que les Américains s'acheminent vers une certaine autonomie stratégique, grâce à la possession prochaine d'engins intercontinentaux qui leur permettront d'écrabouiller la Russie, à partir du territoire américain, si celle-ci se permettait de menacer les Etats-Unis eux-mêmes.

Il existe donc un danger très net que l'Europe, d'ici quatre ou cinq ans, et même peut-être avant, soit laissée en dernier ressort à sa propre initiative quant à sa défense, ce qui impose à l'Europe, un armement moderne, un armement nucléaire. Dans ce sens, les revendications atomiques du général de Gaulle et les prétentions de la France de fabriquer sa bombe atomique sont justifiées. Mais l'expérience prouve que nous sommes excessivement en retard sur le plan atomique et que nous ne pouvons prétendre rattraper ce retard sans consacrer à cet effort des sommes absolument fantastiques et qui dépassent certainement très largement nos possibilités. Il ne s'agit pas, en effet, seulement de fabriquer des bombes, il s'agit que l'on puisse les porter à domicile, à destination. Pour cela, les bombardiers seront prochainement révolus et nous n'en avons d'ailleurs pas encore puisque les Mirage IV ne commenceront à sortir qu'en 1964 ou 1965. L'arme qu'il faut avoir, c'est l'engin de 2.500 km. de portée. L'engin intermédiaire, nous n'avons pratiquement pas les moyens de le fabriquer tout seuls. Autant qu'on le sache, il est dès à présent très fortement envisagé que le gouvernement français lui-même fasse construire cet engin en coopération avec les autres puissances d'Europe occidentale. Il y a donc là l'amorce d'un pool des armements, au moins, des armements modernes qui est un moyen assez paradoxal de rattraper la Communauté Européenne de Défense défunte dans les conditions que l'on sait.

### **Relever pacifiquement le défi de l'Union soviétique**

Troisième argument, je crois, qui impose l'Europe, qui l'impose aussi sur le plan économique, c'est le fait du défi même qui nous est lancé par l'Union Soviétique, qui est de plus en plus un défi en forme de comparaison. Il faut que nous puissions, dans les années qui viennent, prouver au monde entier et à commencer par les Allemands de l'Ouest qui verront, face à eux, une Allemagne de l'Est certainement s'améliorer, améliorer son niveau de vie, améliorer ses réalisations, que le système occidental est bien supérieur au système soviétique.

Il faut que l'Occident arrive à cette démonstration afin d'imposer dans le monde l'idée, d'une part, que l'amélioration du niveau de vie n'est pas incompatible avec la sauvegarde de la liberté, d'autre part, que les régimes autoritaires peuvent se libéraliser sans renoncer à leur efficacité technique. C'est le seul espoir que nous ayons d'agir à l'intérieur du monde soviétique : par contagion, pour l'amener petit à petit à des idéaux un peu moins éloignés des nôtres. Je pense que nous sommes tous bien d'accord là-dessus, c'est le seul moyen d'envisager la fin de la guerre froide, étant donné qu'on n'imagine pas maintenant que brusquement le monde soviétique se mette à demander grâce et à se convertir officiellement à la religion chrétienne et à l'idéologie démocratique.

Il y a donc là trois impératifs, l'un politique, l'autre stratégique, l'autre, si vous voulez de propagande, d'idéologie qui impose une certaine forme de politique européenne. Est-ce que cette politique européenne doit être celle des maximalistes, des minimalistes ? Il me semble que l'heure des discussions sur ce point est passée et que l'effort que nous avons à faire tous entre partisans de l'une ou de l'autre Europe, est de trouver une formule qui permette de continuer d'aller de l'avant sans rejeter à l'extérieur ceux qui voudraient se joindre au mouvement d'unification européenne et de conserver à la fois la confiance des Européens dans leur destin et le respect des extra-Européens pour l'Europe.

*T.H. BRAUN*

Je voudrais insister sur un point de la déclaration de Fontaine ou plutôt la compléter.

Nous ne pouvons ignorer, sur le plan de l'analyse, les progrès considérables des économies totalitaires et notamment de l'Union Soviétique ou de la Chine.

Si nous voulons sauvegarder les libertés, les valeurs essentielles de l'Occident, le respect de la dignité de la personne, si nous voulons conserver ce qui fait notre grandeur, nous ne pourrions le faire admettre que si, en même temps, nous pensons à mettre en place une économie qui sera efficace. Cette efficacité résidera, dans notre capacité d'allier celle-ci avec la sauvegarde de nos libertés.

*P.-B. COUSTE*

Sans doute est-il possible, en prenant les moyens les plus adaptés à des mentalités qui ne sont pas les nôtres d'obtenir une efficacité plus grande. Il n'est pas un homme de l'Europe qui n'ait le sentiment et s'il ne l'a pas, il faudra faire en sorte que ce sentiment soit mieux éprouvé, qu'en travaillant chaque jour dans son entreprise ou dans son bureau, il est en train, effectivement, de relever ou non le défi. C'est une attitude qu'il faudrait prendre et penser que notre vie n'est pas simplement faite de tranquillité et de satisfaction, mais qu'elle doit être faite, au contraire, d'inquiétude et d'insatisfaction, comme les éléments moteurs, non seulement de la vie économique, mais tout simplement dans le sens du respect et de la promotion des hommes, car enfin, ce que nous voulons, après tout, c'est le bonheur des hommes. Tout le reste n'est que moyens, mise en ordre d'une société. Nous croyons que du fait des progrès techniques, cette mise en ordre exige une organisation des grands espaces, mais il n'en demeure pas moins qu'au-delà même des systèmes et des méthodes on doit construire un monde fait pour les hommes et non pas contre les hommes. Evidemment, le drame serait que cette guerre froide que Fontaine évoquait tout à l'heure

prenne cette forme très scientifique du coup d'éclair à l'horizon qui, d'un seul coup, déchaîne des répliques et par là même des morts par millions, ce qui serait une perspective épouvantable que nous rejetons tous.

### ***L'Europe est une des dimensions de notre aventure dans ce XX<sup>e</sup> siècle***

*P. REUTER*

Une chose est certaine, c'est que les valeurs humaines les plus profondes, les plus subtiles, les plus raffinées, celles qui constituent ce que nous appelons notre civilisation, ne peuvent survivre dans n'importe quel cadre géographique, dans n'importe quel cadre de puissance économique ou militaire. A ce titre, l'Europe n'est pas morte, car si elle l'était, nous le serions avec elle. Et en ce sens, on peut dire que l'Europe est un des éléments permanents, une des dimensions de notre aventure dans le siècle présent. Ce que nous savons aussi maintenant au bout d'une dizaine d'années d'efforts, c'est que l'Europe unie ne peut se faire comme dans un monde fermé, dans une île heureuse, mais immergée au contraire qu'elle est, plongée dans toutes les luttes et les contradictions de notre temps, et sera nécessairement soumise à des rythmes variés et peut-être à des accidents. En ce sens, on a tort d'exagérer le rôle des intellectuels, de ceux qui pensent l'Europe comme un problème d'architecture politique. Ce ne sont pas ceux qui pensent qui construisent l'Europe, surtout pas les professeurs mis en cause tout à l'heure par Fontaine. C'est déjà pour eux une grande ambition de chercher le miroir dans lequel l'Europe pourra se reconnaître. Mais il ne faudrait pas, par un autre excès, considérer que la fatalité historique suffit à faire l'Europe ; le problème des voies et des méthodes reste capital, puisque c'est à son propos qu'apparaissent toutes les dissensions. Quelques données très simples dominent cependant toutes les controverses et toutes les divergences. En premier lieu, il ne peut y avoir d'Europe sans Européens, c'est-à-dire sans des hommes convaincus, réalistes et efficaces. En second lieu, à un moment plus ou moins proche suivant les circonstances, mais inéluctable, l'unification exige des institutions politiques. Pour le surplus, l'œuvre ne peut être poursuivie que dans les contradictions d'une situation complexe ; elle apparaîtra toujours menacée ici par des réactions collectives ; là par les accidents d'un destin individuel, partout par les desseins des intérêts politiques et économiques rivaux. Pour dominer ces épreuves, il faut se convaincre qu'elles sont inévitables, faire provision de quelques décades de ténacité et ne pas attendre le succès de l'entreprise pour incarner les valeurs spirituelles dont elle doit être le rempart.

## LE PRIX DE LA PAIX

*Après le débat parlementaire sur l'Algérie, il nous a paru intéressant de demander à un jeune député de préciser sa pensée sur un problème qui anguisse l'opinion et qui est au premier rang des préoccupations de l'Elysée. L'étude de Maurice Blin ne s'est pas voulue exhaustive, elle doit cependant permettre de faire le point à une heure où certains se demandent, en toute bonne foi, si notre politique algérienne ne risque pas de s'acheminer lentement vers l'immobilisme ou vers quelque chose qui lui ressemble.*

L'ATMOSPHERE du Palais-Bourbon lors du récent débat sur l'Algérie nous l'aurait rappelé si nous l'avions oublié : depuis un an nous n'avons plus à choisir entre la guerre et la paix, mais entre deux guerres civiles : l'une en Algérie, l'autre en France. Les extrémistes des deux camps tiennent sous leur coupe leurs populations respectives. La politique du général de Gaulle a été jusqu'à présent le seul obstacle à une déflagration générale. Combien de temps cela durera-t-il ?

Nous avons entendu des élus musulmans demander que l'effort français en faveur de leurs frères soit considéré par la France non comme *un don* mais comme *un droit*. Et sans doute dès l'instant que l'Algérie est assimilée à une province française mérite-t-elle un traitement égal à toutes les autres. Mais dans le même moment, les députés musulmans ne cessèrent de souligner que cet effort devait être spécial, accru, à la mesure même de la défaveur où leur territoire a été tenu depuis des années de sous-scolarisation, de sous-administration, etc. L'Algérie s'attend donc bien à un traitement exceptionnel de la part de la métropole. Sur ce point cependant, il faut s'entendre. Que la France consente ou se résigne à cet effort, il est certain qu'il ne suffira pas à résoudre le drame algérien. Celui-ci est né des relations difficiles des deux populations ; il ne sera surmonté que par leurs efforts conjugués. La communauté musulmane ne peut se contenter d'attendre ainsi tout de la France sans rien fournir d'elle-même. En un mot, si la solution du problème a sa condition *économique* en France, elle a sa condition *politique, humaine, sociale*, en Algérie.

### L'Algérie se fera elle-même ou ne se fera pas

CETTE constatation d'ailleurs est celle qui ressort chaque fois qu'on étudie de près la situation des pays sous-développés. Un prêteur intéressé ou généreux peut leur fournir capitaux et même techniciens. Il ne peut faire que leurs maux n'aient avant tout une source interne. Leur vrai remède ne peut être par conséquent qu'intérieur. Prenons l'exemple de l'Égypte : le barrage d'Assouan sera financé par l'argent américain, russe ou allemand. Peu importe. Aussi longtemps que la démographie égyptienne jettera sur le bord du Nil 800.000 hommes en plus par an, jamais l'Égypte n'émergera de la misère. Il en est de même de l'Algérie : un nouveau village de 700 âmes y surgit chaque jour. A ces

faits trop connus certains répondent : élevez d'abord le niveau de vie et la natalité baissera. Théoriquement, c'est vrai. Pratiquement, non. La natalité est un phénomène économique et sociologique, comme en témoigne la disparité démographique des collectivités de religions différentes mais de revenus égaux en Amérique, en Hollande, etc. Pour maîtriser la vague natalitaire de l'Algérie il faudra et l'effort financier de la France et un effort d'information, presque de conversion des élites musulmanes. Or, de cet effort il n'a malheureusement jamais été question lors d'un débat parlementaire dont on pouvait espérer qu'il irait au fond du problème. Il faut pourtant bien se convaincre que comme l'Italie de Cavour, l'Algérie se fera elle-même ou ne se fera pas. L'Islam s'il veut renouer au XX<sup>e</sup> siècle avec son passé de grandeur doit entreprendre, comme les plus éclairés de ses guides le lui rappellent depuis 30 ans, sinon sa laïcisation, du moins sa modernisation. Personne, même la plus généreuse des nations chrétiennes, ne peut le faire pour lui. Le gouvernement français paraît vouloir risquer une tentative en ce sens. Il a été parlé d'une réforme de la justice musulmane, d'une amélioration du sort de la femme. Quelques voiles, certes, ont été arrachés. Mais la cause du monde arabe sera beaucoup plus solide lorsqu'il pourra faire valoir moins des exploits militaires qui relèvent du passé que des réformes sociales, familiales, c'est-à-dire en ce monde où tout est lié, religieuses. Elles seules ouvrent l'avenir.

Un jour ou l'autre enfin, la lassitude ou la raison l'emportant, l'heure du dialogue sonnera. Est-il inexact de dire que cette heure serait considérablement rapprochée si répondant aux voix qui n'ont cessé de s'élever chez nous, par-dessus la mêlée, pour dénoncer les rigueurs, osons le mot, les crimes de la guerre civile, un écho avait répondu chez nos adversaires ? Ce qui rend l'idée de la négociation insoutenable à beaucoup, ce qui explique l'audience plus répandue qu'on ne croit des thèses « ultra », c'est le spectacle des enfants et des femmes égorgés. A qui fera-t-on croire qu'une fin quelconque puisse justifier le recours à de tels moyens ? Le terrorisme est un excès auquel les peuples occupés, de l'Irlande à Israël hier encore, ont recouru. Mais il a ses limites ; celles de l'humanité qui sont aussi celles de l'efficacité politique. Il ne peut les franchir sans se retourner contre lui-même. Le peuple français n'a pas oublié les drames de sa propre Résistance. Mais il n'a jamais confondu l'élan qui le portait vers la liberté avec les crimes qui ont été commis

en son nom. Il est dommage qu'une voix musulmane n'ait pas engagé avec François Mauriac, écrivant chaque semaine sur la France et ses passions, le dialogue de l'honneur et de l'humanité. Les véritables interlocuteurs, ceux qui lui auraient donné *politiquement* raison, il faut le reconnaître, lui ont manqué.

### Les exigences de la promotion politique de l'Algérie

**L**A misère du plus grand nombre, la démographie qui jette chaque année sur le monde du travail ou dans l'inaction une masse considérable de jeunes hommes de 20 ans, le goût atavique des armes, expliquent la facilité avec laquelle l'adversaire a pu jusqu'ici renouveler ses effectifs. Quand ce combat finira, il est à craindre que ce ne soit pas hélas ! faute de combattants. Dès lors à ceux qui ont cru trouver *une raison* d'être en se battant *contre nous*, il faut donner *mille raisons* de travailler *avec nous*. Or le rapport présenté à cet effet par le groupe des députés d'Algérie à leurs collègues vise à offrir à la population musulmane les occasions les plus larges d'une promotion *administrative, sociale, matérielle*, dans le cadre de l'Etat français. Mais il n'est jamais question d'une promotion *politique* dans laquelle s'exprimerait l'originalité propre de l'Algérie. Il est bien fait mention de particularités découlant de la « nature des choses » ; jamais n'est reconnue une particularité découlant de la nature des *hommes*. Montesquieu nous a pourtant appris que l'une n'allait pas sans l'autre. Cette omission à n'en pas douter reflète une crainte profonde, celle que toute affirmation propre à l'Algérie à côté de la France, ne puisse se faire que *contre* la France, et aux dépens de ceux, Français d'origine, qui y vivent. Mais vouloir *a priori* ignorer les exigences propres de la politique, les noyer sous les bienfaits futurs de l'économique, du social, du culturel, c'est, nous le redoutons, faire preuve d'irréalisme. Ce sont domaines aujourd'hui inséparables. L'oublierons-nous que d'autres se chargeront de le rappeler à nos partenaires.

C'est au moment où s'accomplit l'isolement diplomatique et militaire de la rébellion que certains de ses chefs risquent le plus de glisser sous la dépendance d'inspirateurs étrangers pour qui l'affaire algérienne n'est qu'une pièce sur l'échiquier de la partie mondiale qu'ils ont engagée contre l'Europe occidentale. N'est-ce pas le moment de rappeler à ceux-là, dont certains ont été nos soldats, que l'Algérie est plus près de Paris que de Moscou ou de Pékin et que le dialogue direct reste la seule chance de sortir de l'impasse où ils se sont enfermés. L'histoire ne leur offrira pas deux fois un interlocuteur capable et de les combattre et de les comprendre. La paix véritable est pourtant à ce prix !

A quoi tend en effet la temporisation prudente du général de Gaulle sinon à essayer de rattraper dans les pires conditions, celles de la guerre civile, des décades de paix perdues ? Pour la France, nation éducatrice par excellence, n'avoir réussi en un siècle à susciter dans un pays aucune élite capable de collaborer avec elle est un handicap terrible dont on se demande s'il pourra être surmonté. Sans doute n'y avait-il en Algérie aucun équivalent de la féodalité marocaine ou de la monarchie tunisienne. Il aurait fallu créer de rien. C'était une tâche énorme. Elle n'a même pas été esquissée. Le chef de l'Etat s'y attache *in extremis* par

un défi de l'histoire. On tremble que celui-ci ne soit pas relevé.

Telles seraient cependant les conditions politiques requises pour l'unification de l'Algérie. Elles ne peuvent être pour l'instant assurées que par Paris. Nous en convenons. Mais alors elles impliquent de la part de la métropole une série d'engagements et de charges qu'il faut mesurer à leur véritable importance. Sans doute, n'est-il pas coutume à la veille d'une opération chirurgicale grave dont dépend la vie ou la mort d'un malade, d'hésiter sur le prix. Encore faut-il cependant, puisqu'il y va du sort conjoint de plus de 50 millions d'hommes de les avertir du risque qu'ils vont courir et des chances qu'ils ont de le vaincre.

### Les conditions économiques du sauvetage de l'Algérie

**D**ISONS un mot des incidences économique de ce sauvetage de l'Algérie par la France. Le rapport présenté par M. Lauriol estime après la commission Maspétiol le coût financier de l'opération à 470 milliards annuels. Et de constater que ce chiffre est à peine supérieur au coût des opérations militaires qui se déroulent actuellement et dont on peut espérer qu'elles auront alors pris fin. Il s'agirait simplement d'un changement de poste qui n'affecterait pas l'équilibre global de la comptabilité nationale. A ce sujet cependant, une rectification nous paraît nécessaire. En raison des tâches que l'armée française a assurées en Algérie et dont on voit mal qui pourrait, pendant un long temps, les poursuivre mieux qu'elle, la présence de ces corps militaires devenus instituteurs, éducateurs et même bâtisseurs restera indispensable en Algérie. Le prix de cette présence est donc à ajouter à celui des investissements matériels et oblige à penser que le coût de la présence française en Algérie arrivera à un total supérieur à celui qui nous est indiqué. Cela sans préjuger du déséquilibre stratégique qu'entraînera le maintien d'une partie considérable de nos troupes hors du dispositif européen de sécurité prévu par l'organisation militaire atlantique.

Sans doute avance-t-on l'espoir que l'exploitation par la France des gisements pétroliers du Sahara viendra balancer cette charge considérable. Mais, dans les estimations les plus optimistes, il n'apparaît pas que le revenu de l'énergie saharienne dépasse jamais dans les prochaines années le 1/8<sup>e</sup> des dépenses en faveur de l'Algérie. Encore convient-il d'ajouter que ce revenu devra être au moins partiellement réparti entre les Etats riverains de ce désert soudain fabuleux. Je sais bien que le rapport Lauriol prévoit une distribution de la charge algérienne en trois postes : les capitaux publics métropolitains, les bénéficiaires privés et l'épargne locale. En principe, les premiers doivent représenter à peine plus du 1/4 du total, environ 130 milliards par an. Mais les seconds qu'il convient d'attirer en Afrique par des avantages fiscaux appréciables, auxquels le rapport fait expressément allusion, coûteront eux aussi à la métropole. Ils constitueront autant de subventions déguisées à la charge des finances publiques.

Nous ne disons pas que cet effort dépasse les capacités de la France au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Rappelons simplement à la veille de l'entreprendre, à quelles conditions il peut être mené à bien. Nous en voyons deux.

La première est une condition *économique* : c'est un renoncement consenti à l'impératif libéral cher aux théoriciens

de l'heure. Comme d'ailleurs l'un d'entre eux, M. D. Villey, le reconnaissait récemment, dans cette revue même, le principe du profit *particulier*, moteur des activités de toute société financière ou industrielle dans notre économie ne recoupe pas nécessairement le principe du profit *national*, à fortiori *algérien*. Nous avons vu que l'Etat français devait intervenir pour provoquer dans l'intérêt de la France une implantation industrielle que l'intérêt tout court est très loin de susciter. Et cela au moment même où le « challenge » du Marché Commun ouvert, on le sait, au nom d'une concurrence européenne vivifiante pousserait plutôt l'industrie métropolitaine à faire porter son effort sur les secteurs déjà prospères de l'ensemble français. Hier le protectionnisme fermait la France à l'Europe. Le plan de Constantine l'ouvre aujourd'hui à l'Afrique par l'Algérie. La France mise en croix par la géographie et l'histoire, charnière des axes européen et africain, tiendra-t-elle ?

Nous aurions à cet égard les craintes les plus graves si nous n'avions pour notre part un espoir. Celui que l'Europe, à qui la France s'est donnée, acceptera de se donner à son tour à l'Afrique. Là encore, sans une organisation concertée des économies des principaux pays européens, sans une *planification résolue de l'Europe* en vue de l'Afrique, nous craignons que la France livrée à ses seules ressources ne puisse relever le défi historique qui lui est adressé. Si nous voulions d'une formule exprimer notre pensée, mais aussi, nous semble-t-il, le bon sens, nous dirions : intégrer l'Europe et respecter l'Afrique. Sinon la France devra sacrifier au grand projet algérien une part considérable de son revenu et par conséquent supporter une baisse sensible de son niveau de vie.

### A la rencontre d'un peuple

**L**A seconde condition est d'ordre *psychologique*. Il nous paraît évident qu'un effort aussi considérable demandé à un peuple au nom plus encore de la grandeur que de l'intérêt, ne pourra être soutenu sans que se crée en son sein une véritable mystique africaine et algérienne. Nous laisserons volontairement sans réponse la question de savoir si l'enthousiasme, pour parler comme Paul Valéry, est un état d'âme démocratique. Mais si l'on considère l'exemple des nations défricheuses de la Russie à Israël, on constate que le défi à la géographie qu'elles sont en train de relever en fertilisant des déserts de soleil ou de glace implique une mobilisation collective des énergies ; entre autres de la partie la plus dynamique de la nation : la jeunesse. Remarquons que chacune de ces expériences se déroule sous le signe de la planification, dans un état passionnel de mystique obsessionnelle ou défensive, et grâce à un apport énorme intérieur ou extérieur, de moyens financiers. La France qui part moins aujourd'hui à la conquête d'une terre qu'à la rencontre d'un peuple, tâche combien plus difficile, devra peut-être instituer elle aussi un service national algérien, où passerait une partie des jeunes techniciens formés par nos écoles. Il n'est pas dit qu'elle y répugne. Quand on voit comment une partie de notre armée paradoxalement déchargée dans cette guerre de certaines de ses tâches militaires obéit spontanément à ce sens de l'honneur qui est au cœur de ses plus hautes traditions : défendre par sa force le faible contre les deux

formes que peut prendre l'oppression en Algérie : armée ou sociale, il est permis de croire que la jeunesse française ne se dérobera pas aux tâches qui l'appellent. Alors, mais alors seulement aux deux *mythes* qui nous aveuglent : l'Algérie dans la France, l'Algérie jetée de toute sa masse et d'un seul coup dans la France, pourra répondre victorieusement cet idéal : L'Algérie *par* et *avec* la France.

Depuis 15 ans, celle-ci a pu croire que l'histoire qu'elle avait longtemps éclairée se détournait d'elle. Elle a vu la quitter des terres, des hommes qu'elle croyait s'être attachés. En fait, elle est la principale victime, mais non la seule, de ce mouvement qui jette les 2/3 de l'humanité misérable contre les privilégiés de l'esprit et de la richesse. On a cru pouvoir dire que le peuple, ses institutions, ses représentants étaient entrés en décadence. En fait, la décadence s'il faut en parler, est derrière nous. Car nos difficultés ne relèvent plus comme autrefois d'une lassitude des Français. Elles surgissent d'une situation mondiale en pleine évolution et d'un caprice du destin qui met souvent la France aux points où les tensions sont les plus fortes. Celle-ci saura-t-elle y résister ? Sans doute, mais à condition qu'elle y mette le prix. Les sacrifices que l'épopée algérienne par exemple impose à la France cesseront un jour d'être humains pour devenir matériels. Il n'est pas dit que le pays les supportera mieux. Au contraire. De toute manière, l'austérité n'est tolérable que si elle s'accompagne de justice. Celle-ci est indispensable pour que chaque Français ait le sentiment de participer à part égale au grand effort national.

Il est à craindre aussi que les jeunes générations grandissant en métropole, ne réclament un jour avec violence l'équipement qui leur fera défaut si la fortune du pays préfère miser sur le pétrole plutôt que sur les cerveaux.

On a longtemps parlé enfin de la mauvaise conscience qui ravagerait en France les meilleurs esprits et leur aurait fait méconnaître les exigences de la grandeur nationale. Mais ce n'est point attenter au moral de la nation que de l'arracher aux mots dont on la grise pour lui rappeler le poids des choses. C'est parce qu'on ne l'a pas fait il y a 15 ans qu'elle a connu tant de traverses et jusqu'à cette crise à la fois de conscience et de croissance, dont elle n'est pas encore sortie.

L'amertume d'une armée engagée et vaincue en des guerres coloniales pour lesquelles elle n'était pas faite, la détresse d'une communauté d'origine européenne sur qui pèse la menace diffuse de l'humiliation ou de l'éviction expliquent à elles seules la crispation nationaliste de la France de 1958. Mais on voit mal comment celle-ci s'avançant sur la voie qu'elle a choisie et à quelques moyens qu'elle recoure, pourrait échapper dans les années prochaines à une révolution. L'évolution promise de l'Algérie entraînera une transformation non moins profonde de la France. Car, disons-le nettement, dans l'état actuel de son personnel et de ses mœurs politiques, la métropole n'est pas capable de porter les charges qui l'attendent. Aussi ce n'est certainement pas la même France qui inaugure aujourd'hui et qui mènera demain à son terme l'aventure algérienne. Souhaitons que surgissent à temps de son peuple des hommes assez grands pour lui en faire comprendre les exigences et par voie de conséquence, lui en épargner les excès.

MAURICE BLIN.

# L'IRAK :

## carrefour des obsessions

*Depuis le 14 juillet 1958, le nouveau régime irakien passe par des phases mouvementées qui suscitent des interprétations diverses et contradictoires. Le général Kassem déconcerte ceux qui ont cru en son « nasserisme » comme ceux qui voyaient en lui un otage des communistes. M. Aziz Mahjoub tente ici, avec les éléments d'information dont il dispose, de décrire les différentes forces qui composent le régime de Bagdad et d'analyser les problèmes qui pèsent sur le destin de l'Irak.*

### I. — ESSAI D'UNE PROBLEMATIQUE IRAKIENNE

**L**ORSQUE, le 14 juillet 1958, vers cinq heures du matin, les téléscripteurs transmirent à toutes les salles de rédaction du monde la nouvelle de la révolution irakienne, il se produisit un affolement général. Certains journaux refirent leur « une » pour exhiber en gros caractères la nouvelle et toute la presse occidentale fut unanime dans l'interprétation de l'événement : la révolution irakienne est une nouvelle victoire du nasserisme. Et l'on vit se profiler derrière les militaires irakiens l'ombre menaçante du colonel cairote. Cette interprétation était d'autant plus plausible que la fusion de la Syrie avec l'Égypte s'était réalisée un mois avant. Les événements qui se sont déroulés à Bagdad quelques jours après le coup d'État confirmèrent, d'une façon éphémère, cette interprétation de la presse occidentale : les manifestants parcouraient les rues de la capitale irakienne en brandissant des photos grandeur nature du chef d'État égyptien « héros du nationalisme arabe et libérateur des peuples opprimés par les impérialistes ». Les pancartes géantes, par leurs inscriptions en couleurs, élevaient Nasser au niveau du mythe. Mais les liesses populaires ne durent qu'un temps. L'indéfectible communauté de vues entre la République irakienne et la R.A.U. commençait à se défaire. La presse égyptienne avait perdu le vocabulaire dithyrambique dont elle affublait Kassem. Quant à Nasser, ses photos disparurent des rues de Bagdad. Du côté égyptien, on se mit à douter de l'authenticité du nationalisme qui animait les dirigeants de Bagdad devenus brusquement suspects de « gauchisme », voire de « communisme ». Du côté irakien, on vit dans la politique égyptienne des arrière-pensées d'expansionnisme pharaonique. Bref, la lune de miel entre Le Caire et Bagdad tourna à la scène de ménage, avant d'aboutir au divorce et au drame dont Mossoul fut la triste illustration.

Pendant tout ce temps, l'Irak s'était rapproché de l'Union Soviétique et des pays de l'Est. Des accords économiques soviéto-irakiens ont été conclus. Des missions militaires tchécoslovaques, russes, débarquaient souvent à Bassorah.

Depuis ce temps, l'obsession nassérienne a laissé la place à l'« obsession communiste ». L'ombre de M. « K » a remplacé celle du Colonel.

### II. — LE PERIL ROUGE EST-IL UN EPOUVANTAIL OU UNE REALITE ?

**P**ORTEZ la parole d'Allah à tous les peuples musulmans, afin qu'ils défendent leur religion contre les idées athées et subversives. Tous les pays musulmans doivent penser au danger du retour des jours noirs de l'athéisme. Soulevez-vous comme un seul homme pour défendre l'Islam contre la menace qui vient de naître en Irak. » Cette déclaration provenait du recteur de l'Université coranique d'Al Azhar, au Caire, personnage très haut placé dans la hiérarchie musulmane. Cet appel équivalait à une invitation au « djihad », à la « guerre sainte » contre l'Irak, qui se trouve implicitement excommunié du « Dar el-Islam », c'est-à-dire de la « nation » qui englobe la totalité des musulmans dans le monde. Ainsi, l'Irak était mis à l'index, sous la grave accusation d'athéisme. Selon un journal iranien « Et-Telaat », les principaux chefs religieux de la cité sainte musulmane de Najaf auraient fait savoir au président Kassem que le communisme constituait pour l'Irak une source de dangers et que toute détérioration de la situation serait imputée au gouvernement. Ce cri d'alarme des chefs religieux irakiens avait eu pour origine l'assassinat récemment commis par des éléments communistes sur la personne du grand Uléma Ayutallah El Zanzani. L'enterrement du chef religieux donna lieu à des manifestations émouvantes. De nombreux ulémas revêtus de linceuls et brandissant le Coran ainsi que « l'étendard de la révolution arabe » ont manifesté contre les communistes dans les rues de la ville sainte de Najaf. Quelques heures plus tard, un millier de cavaliers appartenant aux tribus du sud et armés jusqu'aux dents ont envahi la ville pour porter secours aux Ulémas. Une bataille s'engagea avec les communistes. Des coups de feu furent tirés et des combats corps à corps eurent lieu à l'issue desquels les communistes furent vaincus. On compta le lendemain, 17 février, plusieurs dizaines de morts et de blessés. En plus de ces incidents sanglants, tous les grands chefs religieux d'Irak publièrent un communiqué précisant qu'ils refusaient de se rendre à Bagdad aussi longtemps que les communistes n'en auront pas été éliminés.

En Irak même, les « officiers libres » qui participèrent activement aux événements du 14 juillet 1958 et à l'installation de Kassem au pouvoir, tinrent vers la mi-février une réunion importante. Cette réunion a revêtu une importance exceptionnelle parce que les « officiers libres » tiennent une partie des rouages de l'État et de l'armée. Au cours de cette réunion semi-secrète, ils critiquèrent plusieurs points du plan gouvernemental de Kassem et particulièrement son « flirt poussé avec Moscou ». Les raisons qui auraient poussé les « officiers libres » à se réunir seraient la vague de terreur communiste qui, selon le journal de Damas *Al Alam* aurait fait vingt-deux morts dans la région de Mossoul et d'Ana, au début de février. A la même époque, toujours selon *El Alam* des centaines d'officiers irakiens et des chefs de tribus auraient été arrêtés, sur ordre des communistes ; des nationalistes auraient été passés par les armes sans jugement. Ce sont ces exactions et ces cruautés communistes qui ont été parmi les causes du soulèvement de Mossoul.

*Des mesures concordantes*

CETTE levée de boucliers des Musulmans contre le communisme peut à première vue provoquer l'étonnement. Le chef de l'Université Al Ahar qui appelle maintenant à la « guerre sainte » contre les communistes irakiens, n'a pas manifesté la moindre réticence quand Nasser, pendant deux ans, glorifiait à chaque occasion les réalisations grandioses de l'Union soviétique. Il est vrai que le chef d'Etat égyptien a changé depuis son fusil d'épaule et le grand Uléma du Caire suit dans ses moindres fluctuations et dans ses virevoltes le pouvoir temporel. Mais il n'en reste pas moins que cet appel à « la croisade contre l'Irak satellite » a été dû aux trois mesures prises le 9 février par le gouvernement Kassem : condamnation à mort du colonel Aref, conclusion d'un important accord économique avec l'U.R.S.S. et démission de six ministres hostiles à la politique de Kassem. La condamnation du colonel Aref signifiait avant tout une nette volonté d'indépendance à l'égard de la R.A.U. En même temps, elle fut considérée comme une victoire de l'extrême-gauche qui accablait depuis des mois de sarcasmes acerbes le « régime dictatorial et antidémocratique » de la R.A.U. Quant à la démission des six ministres considérés comme des nationalistes modérés et leur remplacement par des officiers acquis à la politique de Kassem, ces deux faits marquent un durcissement autoritaire.

*Le premier plan quinquennal irakien*

UN accord fondamental a été réalisé en ce qui concerne les projets de développement de l'Irak. Tel est le préambule du communiqué de l'accord économique et technique signé le 8 février entre l'Union soviétique et l'Irak. Le même communiqué indique que les « délégués soviétiques ont pris connaissance des projets de développement économique et ont visité un certain nombre d'usines à Bagdad, à Bassorah, à Mossoul, à Kirkouk et à Souleimaniyah. Ils ont procédé à des échanges de vue avec les experts irakiens sur certaines branches de l'industrie, de l'agriculture et des transports, pour examiner notamment l'exécution des projets de première urgence ». Quant aux pourparlers, ils se sont déroulés dans « une atmosphère de sincère amitié ». Ainsi, pendant que l'aide américaine diminue (le nombre du personnel de la mission économique est tombé de cent à quarante-cinq et de nouvelles réductions sont prévues), l'aide soviétique devient de plus en plus tentaculaire : elle s'étend à toutes les activités économiques du pays ; les structures de l'économie irakienne sont maintenant en grande partie fonction de l'aide en matériel, en experts qu'apporte la Russie. Fait significatif : le plan quinquennal irakien a été communiqué aux experts soviétiques dès leur arrivée le 7 janvier dernier. Quant aux ambassades occidentales elles ont été simplement ignorées.

La conclusion de l'accord économique du 8 février vient couronner un grand nombre d'accords. L'un des plus importants fut l'accord commercial du 11 octobre signé à Bagdad.

*Une force qui guette le régime*

COMMENT le gouvernement Kassem a-t-il été amené à augmenter les liens économiques et, par là même, politiques avec l'Union soviétique ? Certes, on peut alléguer la proximité des frontières. Mais la raison majeure du développement des rapports irako-soviétiques réside dans la présence dans ce pays d'un parti communiste très important.

Fondé en 1932, il n'a vraiment pris forme qu'avec un militant d'origine chrétienne, surnommé « le léopard ». Depuis le moment de sa fondation jusqu'à la révolution de juillet dernier, il a vécu dans la clandestinité. Noury Saïd, particulièrement, a constamment cherché à le détruire : tous ses ennemis étaient invariablement traités de « communistes » ou de « communisants ». Mais, malgré cette clandestinité, les dirigeants communistes ont su donner à leur parti une cohésion et une discipline qui en font le parti communiste le mieux organisé et le plus strictement marxiste du Proche-Orient. Dans l'état présent des informations disponibles, on ne peut évaluer à sa mesure le rôle joué par les militants communistes dans les événements de juillet 1958. Quant à l'effectif total du parti, il ne dépasserait pas dix mille personnes mais il est certain que le P.C. irakien constitue aujourd'hui la plus forte organisation politique existant en Irak. En ouvrant les portes des prisons de Noury Saïd, le général Kassem a libéré cinq à six mille militants communistes. Ce sont ces derniers qui ont organisé des manifestations de masse à Bagdad, à Bassorah, à Najaf.

Actuellement, « la figure de proue » du P.C.I. est Aziz Charif, rentré en juillet dernier à Bagdad. Il a été l'un des porte-paroles du P.C.I. au sein du « Front National » constitué en novembre dernier et groupant tous les partis politiques irakiens. Certes le P.C.I. est toujours illégal officiellement, mais son influence ne fait que s'accroître. Les événements de Mossoul ont donné au P.C. une chance inespérée de pousser encore l'alliance du gouvernement avec l'extrême gauche qui a participé, grâce à ses « milices populaires », à la répression des partisans de Chaouaf. La politique résolument expansionniste de Nasser a contraint Kassem à rechercher des appuis parmi les communistes qui se sont faits les champions de l'indépendance nationale et du refus de s'intégrer dans la R.A.U.

Cette alliance avec « le diable rouge » va-t-elle engager la nouvelle république dans un processus de lente « soviétisation » qui la détacherait peu à peu du monde arabe et de toute influence occidentale ? Il faut souhaiter une union solide et efficace entre tous les partis nationaux, les chefs musulmans, les « officiers libres » qui pourrait s'opposer à cette lente marche vers « la nuit soviétique ».

## III. — LA QUESTION KURDE

NOUS ne voulons ni Union arabe ni République arabe unie. Ce que nous voulons, c'est un Kurdistan autonome : cette revendication fut violemment formulée par les jeunes manifestants kurdes, dans la ville de Souleimaniyah, au lendemain de la fusion opérée par Noury Saïd, entre l'Irak et la Jordanie. Un peu plus tard, toujours dans le nord de l'Irak, dans la ville de Kukouk, des bandes armées, composées de Kurdes, attaquèrent des magasins turcs. Ce n'était nullement dans l'intention de piller ou de voler ; ces bandes kurdes essayaient de rappeler à quelques gouvernements et à l'opinion publique mondiale, les revendications d'un peuple dans le nombre varie, selon les évaluations, de six à dix millions. Les auteurs de la constitution de la nouvelle République irakienne n'ont pas oublié ce cri de guerre des manifestants de Souleimaniyah. L'article III de la constitution traduit à la fois leurs craintes et leur désir sincère de trouver une solution au problème posé par la minorité kurde. La société irakienne, stipule l'article III, est fondée sur la coopération totale entre tous les citoyens, sur le respect de leurs droits et de leurs libertés. Les Arabes et

*Ni communisme, ni nassérisme.*

les Kurdes sont associés dans cette nation. La constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne. En outre, pour prévenir la susceptibilité kurde, le nouvel emblème national comporte aussi bien une épée arabe qu'un poignard kurde. A l'intérieur du gouvernement révolutionnaire de Bagdad, l'élément kurde est largement représenté : le général Kassem lui-même a des attaches kurdes, ainsi que le ministre des Travaux Publics, Baba Ali. Ce dernier est un ami intime depuis des dizaines d'années, de la plus importante famille kurde, en nombre et en prestige, la famille Barzani.

Cette politique concertée pour concilier les Kurdes, va-t-elle résoudre le problème kurde ?

*La « diaspora » kurde :*

A cheval sur de nombreuses frontières, les Kurdes sont répartis inégalement en Turquie, en Syrie, en Irak, en Iran,

et dans l'Union soviétique surtout dans la région d'Erivan, en Arménie. Leur mode de vie reste à peu près le même, malgré la diversité des pays où ils se trouvent. Leur système social repose sur une organisation tribale hiérarchisée, où le chef de la tribu continue à jouir d'un pouvoir personnel considérable. Ils préfèrent les montagnes aux plaines, élèvent des troupeaux de moutons et de chèvres, récoltent en forêt la « vallonnée », produit tannant du chêne et cultivent dans les vallées et sur les pentes, diverses plantes vivrières et même la vigne.

Mais, malgré ce mode de vie archaïque, malgré leur dispersion à travers plusieurs territoires, le sentiment national kurde reste très vivace. L'histoire du « nationalisme kurde » est jalonnée par un grand nombre de révoltes qui, pour la plupart échouèrent, mais qui, néanmoins, expriment la continuité de cette volonté de libération, qui anime ces « éleveurs de moutons ».

### *Le « Kurdistan libre » : une idée qui chemine*

On a beaucoup parlé du nationalisme arabe ; les sociologues, les hommes politiques, les ethnologues se sont penchés sur tous ses aspects. Mais la « question kurde » a été volontairement reléguée dans l'ombre. Cette conspiration du silence prend ses origines dans la politique de la Grande-Bretagne, qui, dans son souci de ménager les Arabes, a feint d'ignorer la présence des Kurdes au Moyen-Orient.

Pourtant, le problème kurde n'est pas nouveau. A la fin du siècle dernier, au moment de la dislocation de l'Empire Ottoman, l'esprit de particularisme kurde fit son apparition à Constantinople en 1898 ; de jeunes intellectuels fondèrent le journal *Kurdistan*, où l'on s'appliqua à définir les caractéristiques de la nation kurde. Il y eut des clubs, des salons animés par des éléments kurdes. En 1908, parut un journal, le *Hatawi Kurd*, qui se lança ouvertement dans une propagande violente pour la promotion d'un Kurdistan libre. En 1919, profitant de la débâcle de l'empire turc, les Kurdes se soulevèrent. Certes, la révolte fut matée par Ataturk, mais « l'entité kurde parut si clairement démontrée, que les négociateurs du traité de Sèvres se virent contraints d'en tenir compte ». Ce commentaire un peu désabusé d'un diplomate anglais, nous montre à quel point l'irréductibilité kurde a porté ses fruits. En effet, au traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, traité que l'on a qualifié de « Chartes de Minorités », un délégué kurde fut admis à assister à la signature de ce traité qui prévoyait la création d'un Kurdistan libre, qui comprendrait quatre millions d'habitants. Mais ce Kurdistan libre ne vit le jour que sur le papier ! Dès les premiers jours du régime de Mustapha Kemal, une sanglante répression s'abattit sur les Kurdes. En 1925, une tentative de soulèvement fut durement matée.

En Iran, la tentative kurde de constituer la « République autonome de Mahabad » aboutit au même échec. Les chefs de tribus kurdes qui participèrent à cette révolte furent tous exécutés, ainsi qu'un grand nombre de leurs compagnons. Le martyrologue du « risorgimento » kurde n'a fait que s'allonger pendant un demi-siècle, jusqu'au moment de la révolution irakienne.

### *Les Kurdes en Irak :*

En Irak, les Kurdes semblent au nombre d'environ 1.100.000 et représentent un cinquième de la population irakienne, proportion qui n'est atteinte dans aucun autre Etat à minorité kurde. L'ancien régime, plus particulièrement le gouvernement de Noury Saïd, s'est toujours violemment opposé à la volonté autonomiste kurde. Les deux soulèvements de 1943 et de 1945 qui éclatèrent dans la région de Souleimanyah furent durement réprimés. La méfiance de l'ancien régime à l'égard des éléments kurdes s'expliquent par le fait que le nord du pays, région à majorité kurde, contient la quasi-totalité des gisements pétrolières du pays. C'est dans cette région que se trouvent les puits de Mossoul et de Kirkouk. La politique de Noury Saïd, fondée sur la collaboration intime avec les trusts pétroliers de Grande-Bretagne, ne pouvait tolérer des troubles quelconques dans la zone la plus fertile et la plus riche du pays. Au cours de la révolte de 1945, Noury Saïd alla jusqu'à demander ouvertement l'intervention anglaise : l'aviation et les troupes britanniques durent participer à la répression du soulèvement aux côtés de Noury Saïd.

### *Un retour longtemps espéré :*

Treize ans après ce soulèvement, les Kurdes n'ont pas encore oublié le spectacle des chars anglais tirant sur leurs frères. Il y a certaines images qui s'ancrent profondément dans l'esprit d'un peuple, c'est ce qui explique la joie presque hystérique avec laquelle a été accueillie la nouvelle du lynchage de Noury Saïd. Les Kurdes ont adhéré de toutes leurs forces à la révolution du 14 juillet, parce qu'ils y virent une issue possible à leur situation difficile. Et c'est pour cette raison que le nouveau régime multiplia les mesures de conciliation à l'égard des habitants kurdes. Dès le lendemain de la révolution, le gouvernement Kassem a autorisé le vieux chef kurde, Mustapha Barzani à rentrer en Irak de son volontaire exil en U.R.S.S. où il s'était réfugié.

Son retour donna l'occasion à des liesses populaires bouleversantes. Maintenant, Barzani est devenu « l'Eminence grise » du régime. Installé dans l'ancienne demeure de Noury Saïd, il veut faire de l'Irak « nation arabo-kurde » une réalité vivante. Agé d'une soixantaine d'années, d'allure athlétique, l'œil perçant, d'une intelligence remarquable, il est le chef de tous les Kurdes irakiens. La tempête kurde n'a pas trop endommagé la nacelle fragile de la nouvelle république irakienne, pour le moment...

### *Le bonheur des uns...*

Mais cette tempête risque de souffler, même très fort, sur les pays limitrophes de l'Irak : la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Union soviétique ont des minorités kurdes, dont le regard se tourne maintenant vers le chef triomphant, Moustapha Barzani, ancien dirigeant de « l'Armée de libération kurde ». Ce dernier jouit d'un prestige considérable auprès de toutes les minorités kurdes, qui se rappellent sa voix chaude et exaltée, les poussant, de Radio-Erivan en Arménie soviétique, à réaliser leur rêve mystique d'une nation kurde indépendante. Aussi, Téhéran, Ankara et Damas se sont-elles émus du retour à Bagdad de Barzani. Car, l'Iran, la Turquie, la Syrie et même l'Union soviétique ne pensent pas que l'actuelle « Eminence grise » de Bagdad va limiter son activité à l'Irak...

## **IV. — L'EMBARRAS DU CHOIX**

« L'union fait la force. Oui, mais la force de qui ? Le Léviathan populaire emportera tout, si une seule et même idée habite toutes les têtes et ensuite ? J'aperçois les fruits éternels de l'union ; un pouvoir fort ; des dogmes ; les dissidents poursuivis, excommuniés, exilés, tués. L'union est un être puissant, qui ne veut que lui-même, qui ne veut rien d'autre. » L'histoire de la rupture progressive entre l'Irak de Kassem et la R.A.U. semble être la confirmation exacte de cette méditation d'Alain et le général irakien semble avoir repris tous les arguments du philosophe français.

### *L'époque euphorique :*

Au moment où la révolution éclata à Bagdad, on y vit très vite un nouveau « coup » de Nasser, en même temps qu'une lourde défaite pour l'Occident. La presse égyptienne présentait les événements de Bagdad comme un pas décisif vers l'unité du monde arabe. Les commentateurs officiels de Radio-Le Caire, faisaient des portraits dithyrambiques des « héros de la révolution irakienne ».

De leur côté, les nouveaux dirigeants de l'Irak exaltaient Nasser, « héros de la renaissance arabe », « ennemi victorieux de l'impérialisme ». Des articles renseignaient l'opinion publique irakienne sur les « réalisations grandioses » qui fleurissaient sur les bords du Nil. Mais cette euphorie ne dura pas longtemps, les éloges laissèrent la place aux critiques. Les journaux irakiens prirent vite le virage et expliquèrent à leurs lecteurs que Nasser ne voulait rien moins qu'annexer l'Irak. Les journaux égyptiens découvrirent brusquement ce qu'ils appelèrent « les attaches communistes » du régime nouveau irakien. Kassem et les officiers qui l'entourent devinrent vite la cible des émissions vengeresses de la « Voix des Arabes ».

#### *Les raisons d'un retournement :*

La lune de miel qui préluda aux relations de la R.A.U. avec le régime révolutionnaire de Bagdad ne pouvait être que de courte durée, parce que fondée sur des malentendus. Le gouvernement irakien, au début, était convaincu de la sincérité de l'appui enthousiaste que leur fournissait la R.A.U. Mais Nasser visait des buts précis : il voulait purement et simplement opérer l'intégration de l'Irak dans le sein de la R.A.U. La réussite d'une telle opération rendrait irrésistible l'attraction de la R.A.U. sur les autres pays du Moyen-Orient qui tomberaient alors entièrement sous la coupe de Nasser. Mais plusieurs facteurs en Irak, s'opposaient farouchement à l'établissement de tout lien organique avec la R.A.U.

D'abord, les Kurdes, minorité importante qui forme la majorité des habitants de provinces pétrolifères du Nord, n'admettraient jamais d'être gouvernés du Caire. Ils ont été de tous temps hostiles au nationalisme arabe, tel que les maîtres égyptiens le conçoivent. L'exemple de la minorité kurde en Syrie est édifiant : ces Kurdes de la R.A.U. n'ont ni écoles, ni journaux, ni radio locale. Réduits à n'être que des citoyens de seconde zone, ils ne peuvent exprimer aucune velléité particulariste.

Quant aux communistes, leurs appréhensions à l'égard d'une intégration dans le cadre de la R.A.U. furent encore plus grandes. Ils ont toujours considéré le régime de Nasser comme un régime « fascisant ». Le maître de la R.A.U., au nom de « l'union nationale » a dissous tous les partis, tué dans le germe toute opposition et manifesté à l'égard de la démocratie libérale, de type occidental, une méfiance presque morbide. La rigueur de sa répression s'est particulièrement abattue sur les communistes égyptiens et syriens qui furent exilés, emprisonnés et même exécutés. La dernière campagne anticommuniste du Raïs, qui n'épargna même pas cette fois l'Union soviétique, ne fit que confirmer les craintes des communistes qui devinrent les champions de l'indépendance nationale face à l'expansionnisme nassérien.

#### *La mésaventure d'un colonel :*

Face à cette opposition kurdo-communiste à toute ingérence du Raïs dans les affaires irakiennes, certains éléments voulaient par contre, réaliser le vœu de Nasser : l'union de la nouvelle République avec la R.A.U. Pour eux, « l'union fait la force », mais ils ne se souciaient pas de savoir la force de qui ! L'intégration de l'Irak dans l'ensemble syro-égyptien, préfigurait pour eux, l'accomplissement d'un objectif beaucoup plus mystique que réaliste : « la nation arabe ».

Le chef de file de ces enthousiastes du panarabisme à outrance, était le colonel Aref, vice-président du Conseil, commandant en chef des armées. A un moment donné, la presse occidentale, toujours hantée par l'exemple égyptien, y vit le Nasser d'un Irak dont Kassem ne serait qu'un général Néguib. Pour corroborer cette légende naissante, le colonel Aref sillonnait le pays, haranguait les foules et prenait souvent l'avion pour le Caire ; le thème habituel de tous ses discours était : « Union rapide et totale de l'Irak avec la R.A.U. ».

Mais l'équipe gouvernementale commençait à voir d'un mauvais œil l'énergie d'Aref mise au service d'une idée qui était loin de recueillir l'unanimité. Kassem sentit le danger de ce second, qui s'acharnait à engager le pays dans une aventure « unioniste » dont on ne pouvait connaître l'issue. Il enleva son commandement à Aref. C'était le premier signe d'une disgrâce qui ne tarda pas à venir. Quelque temps après, le colonel fut destitué de sa fonction de vice-président du Conseil. On lui confia l'ambassade de Bonn.

Dès lors la disgrâce d'Aref était totale. Elle signifiait clairement que l'Irak ne voulait pas être intégré dans la R.A.U. et être à la remorque de Nasser. « Le Nil et l'Euphrate coulent en sens contraire depuis des millénaires. » Cette boutade d'un archéologue anglais se confirma politiquement ; les chefs de la R.A.U. devenaient de plus en plus amers. Leur amertume se transforma vite en une haine vengeresse. Une guerre froide s'installa entre Bagdad et le Caire. L'orage approchait : ce fût la révolte du colonel Chaouaf.

#### *Le combat singulier s'engage :*

Jusqu'aux événements de Mossoul, Kassem ne voulut pas d'un conflit ouvert avec Nasser. Bagdad essaya toutes les tentatives de conciliation. Le soulèvement de Chaouaf, appuyé ouvertement par la R.A.U. dissipa toutes les illusions.

La guerre froide se transforma en conflit ouvert. Ce fut le signal d'un coup de barre à gauche, que Kassem donna malgré lui. Il s'appuya davantage sur les communistes, qui participèrent à la répression des rebelles « Les milices populaires », émanation militaire du P.C. irakien, furent réarmées par le gouvernement. Sur le plan extérieur, l'Irak se tourna vers l'Union soviétique, qui se hâta d'envoyer les techniciens, les armes, les missions économiques, les Mig 15 et des Kurdes, originaires de l'Oubékistan.

La cause véritable du conflit irako-égyptien ne réside nullement dans la prétendue tendance communiste des chefs de Bagdad mais dans la rivalité entre Nasser et Kassem. L'un et l'autre sont deux pôles possibles du panarabisme, capables de canaliser les aspirations des masses. Nasser jusque-à chef incontesté du nationalisme arabe dont il donna une aberrante définition, sentit le danger et passa à l'attaque qui échoua. Mais le duel entre les deux hommes va se poursuivre. De son issue dépend dans une grande mesure la stabilité politique du Moyen-Orient.

Aziz MAHJOUR.

*Jusqu'ici Kassem a été soutenu par les communistes. La situation est maintenant renversée. Dans la région de Mossoul des engagements se sont produits entre l'armée irakienne et des milices populaires de communistes kurdes. Mustapha Barzani a été mis en résidence surveillée. Si Kassem s'est résolu à engager une épreuve de force avec les communistes et avec Barnazi, on peut penser qu'il a du calculer minutieusement ses chances de succès.*

# La guerre de Berlin

## n'aura pas lieu ? . .

**L**a guerre des nerfs a toujours été l'une des armes favorites des dictatures : étant à l'origine de la tension, elles peuvent à leur gré provoquer la crise ou la détente. N'ayant qu'une opinion publique muselée et dirigée, elles ont tout loisir de « travailler » l'opinion des pays démocratiques. Hitler et Mussolini n'avaient pas inventé la méthode. Les maîtres du Kremlin l'ont perfectionnée dans la mesure où ils expriment un « défi global » au moyen d'un clavier de menaces plus étendu, et dont ils usent avec plus de souplesse. L'affaire de Berlin illustre leur dextérité en ce domaine.

Le 27 novembre, Khrouchtchev lançait une sorte d'ultimatum, mettant les puissances occidentales en demeure de « liquider » le statut d'occupation en vertu duquel elles maintiennent leurs forces à Berlin-Ouest. Après les illusions de la détente, et les espoirs déçus de la déstalinisation, après les horreurs de Budapest, après le coup de force de Bagdad, les menaces sur la Jordanie et sur Quémoy, la politique soviétique semblait reprendre son cours « normal » vers la coexistence pacifique. Et tout à coup, on se trouvait ramené à l'atmosphère dramatique du blocus de Berlin en 1948, paroxysme de la guerre froide. Peu après, Khrouchtchev faisait savoir qu'il n'avait pas fixé de date limite et retirait son ultimatum. Mais comme au plus fort de la crise du Moyen-Orient, il ne cessait de proclamer que, pour sauver la paix, il fallait convoquer de toute urgence une Conférence au sommet. A quoi les Occidentaux ont sagement répondu que les ministres des Affaires étrangères devaient d'abord se réunir pour déblayer le terrain et mesurer les chances d'une Conférence à l'échelon le plus élevé. Les Soviétiques se sont rendus de mauvaise grâce à leurs raisons. Et la Conférence des ministres s'est ouverte le 11 mai à Genève.

La guerre des nerfs était-elle terminée ? Non : elle ne faisait que commencer. Après quatre semaines de conversations mornes et de quasi-piétinements, M. Gromyko, sans raison apparente, a soudain ramené la Conférence à son point de départ et brandi de nouveau l'ultimatum auquel avait renoncé M. Khrouchtchev. C'est de justesse, on le sait, à la dernière minute, après quelques jours de tension dramatique, que la rup-

ture a été évitée. Les ministres ont convenu de se retrouver à Genève le 13 juillet. Dans cette tragi-comédie à épisodes, le public, que nous sommes, goûte le répit d'un bref entracte. C'est le moment de réfléchir et de faire le point.

### L'importance de l'enjeu

L'attitude soviétique à Genève nous met en face d'une énigme. Mais avant de tenter de la déchiffrer, peut-être n'est-il pas inutile de se demander d'abord pourquoi la Conférence de Genève s'est tenue, et va se poursuivre.

Elle n'allait pas de soi, quand on y songe. Après tout, l'Occident aurait pu faire la sourde oreille au chantage et à l'invitation de « causer » sous la menace. Il aurait pu choisir une politique de « risque calculé ». Peut-être M. Dulles eût-il conseillé ce choix : prendre toutes les précautions militaires utiles, se tenir prêt à toute éventualité et attendre sans bouger l'expiration du délai. Le bluff de Khrouchtchev aurait été ainsi dégonflé, et l'affaire eût tourné entièrement à l'avantage psychologique de l'Ouest.

Ce n'est pas la première fois que l'U.R.S.S. menace Berlin, cette position avancée de l'Occident. Il la sait vulnérable — il suffit de regarder une carte pour s'en convaincre — et essentielle. Un abandon de Berlin par les puissances occidentales entraînerait, à terme, l'effondrement de tout le système de défense atlantique. En effet, la sécurité de l'Europe repose sur la certitude d'une intervention des Etats-Unis en cas d'agression, sur le maintien des forces américaines stationnées dans nos pays dès le temps de paix et sur la participation de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'« espace » entre le Rhin et l'Elbe, à l'effort commun de défense. Abandonner Berlin, ce serait faire glisser l'Allemagne vers le neutralisme, et remettre en cause les fondements stratégiques et politiques de la présence américaine en Europe. Réduite à elle-même, l'Europe occidentale dans son ensemble serait amenée à composer avec l'U.R.S.S., puissance militaire dominante, dont la pression irrésistible s'exercerait sans contrepoids sur tout le Continent.

En vérité, les Soviétiques ne peuvent contraindre les alliés à l'abandon, s'ils veulent rester à Berlin. Et pour s'y maintenir, ils n'avaient pas besoin d'aller à Genève. Il suffisait de se taire et de serrer les dents. On a préféré une autre solution qui ne va pas sans difficultés : c'est de parler en serrant les dents. Pourquoi ?

On l'a dit et répété, et rien n'est plus exact : l'enjeu de l'affaire de Berlin est immense, proprement incalculable. Si des millions de Berlinoises étaient livrés à la domination communiste nul peuple dans le monde n'aurait plus de confiance dans la garantie et dans les promesses de l'Occident. L'U.R.S.S. ne verrait plus de limites à son expansion. C'est alors que le risque de guerre serait vraiment grave le jour où, trop tard, les Etats-Unis réagiraient brutalement à de nouveaux dik-tats.

Or, cette position essentielle n'est pas — l'expérience de 1948 l'a montré — une position intenable. Bien plus : le blocus de Berlin, tourné par le pont aérien, a cessé brusquement quelques semaines après la signature du pacte Atlantique, le 4 avril 1949. La fermeté n'est pas seulement « viable ». Elle est payante.

Un nouveau blocus eût-il été l'occasion d'incidents plus graves, dans la mesure où l'U.R.S.S., forte de son avance en matière de fusées, se montrerait aujourd'hui plus agressive ? On ne peut raisonnablement écarter, dans cette hypothèse, des combats aériens dans le couloir de Berlin, ou des accrochages avec des unités de la D.D.R., voire avec des troupes soviétiques à l'occasion du passage d'un convoi, qu'on prétendrait arrêter. Mais le vrai problème n'est pas là : les Russes sont-ils prêts, pour Berlin, à courir le risque d'une guerre atomique ? La réponse est négative. Elle l'est aussi pour les Occidentaux. L'opinion ne se trompe pas lorsqu'elle pense que tout finira bien par s'arranger d'une manière ou d'une autre, avec ou sans conférence.

### Pourquoi négocie-t-on à Genève ?

Il faut ici faire intervenir d'autres raisons qui modifient la situation objective telle que nous venons de l'analyser. Tout d'abord, même du point de vue militaire, un risque existe, s'il est vrai que l'U.R.S.S. peut ne pas juger « plausible », en cas d'attaque venue de l'Est, à Berlin, l'emploi par les Etats-Unis de leur « massue » thermo-nucléaire. « L'effet de dissuasion » de leur arsenal atomique est seul capable, on le sait, de décourager une attaque menée avec des forces conventionnelles, infiniment supérieures aux nôtres, et par le nombre, et par l'armement dit classique. Or, plus les Etats-Unis se sentent eux-mêmes vulnérables, plus ils peuvent hésiter à s'exposer pour la défense d'intérêts

qui ne seraient pas incontestablement pour eux, pour leur gouvernement et pour leur opinion publique, des intérêts vitaux.

Certains experts américains estiment que la « balance de la terreur » est devenue, au moins temporairement, instable, que l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest est précaire. Comme le remarque justement le général Gallois, « du côté soviétique, il apparaît possible de convoiter des objectifs de plus en plus importants, sans accroître parallèlement les risques correspondant à la manifestation de ces ambitions. Du côté américain, il serait normal de limiter les garanties extérieures, si libéralement accordées jadis, et de ne couvrir que des enjeux ayant un caractère vital pour les Etats-Unis. C'étaient bien là les vues — erronées d'ailleurs — ainsi que l'ont prouvé les événements — de l'opposition américaine à la politique suivie par M. Dulles dans l'affaire des îlots nationalistes chinois ». Et pour un citoyen du Massachusetts, Berlin est-il vraiment plus proche que ne l'était Quémoy ?

Comment, dès lors, l'opinion américaine, et européenne, mal informée, ne serait-elle pas tentée de considérer que l'enjeu du conflit, si important soit-il, ne mérite pas qu'on prenne des risques si terribles ? Certes, on ne veut pas abandonner les Berlinoises, on ne veut pas céder à la menace, on veut rester « ferme ». Le souvenir de Munich et de Dantzig laisse dans beaucoup d'esprits une impression de malaise. Le sentiment d'une solidarité profonde entre les Européens dans la défense des libertés menacées est plus fort qu'on ne le pense. Berlin n'est pas fort éloignée de Paris. Chacun se sent concerné par ce qui se passe à Berlin. Cela ne veut pas dire que l'on soit prêt à mourir pour Berlin. L'opinion qui surestime les risques, redoute l'épreuve de force. Elle ne comprendrait pas qu'on ne cherche point à l'éviter par des moyens diplomatiques. Elle se persuade que l'Occident pourra tout à la fois, en négociant, éviter la crise et rester à Berlin.

Au surplus, les gouvernements occidentaux ne sont pas tout à fait d'accord entre eux, ni si j'ose dire avec eux-mêmes, en ce qui concerne l'attitude à suivre. Le Chancelier Adenauer aurait penché pour une intransigeance absolue. Mais il n'est pas seul. Il ne peut prendre la responsabilité d'une crise qui risque de menacer la sécurité de son pays, de plonger les Berlinoises dans l'angoisse et le malheur. Le gouvernement français est lui aussi partisan de la plus grande fermeté, mais il ne veut pas laisser échapper la plus petite chance de paix. La politique américaine hésite, depuis la mort de M. Dulles, entre les principes de l'ancien secrétaire d'Etat, légués à M. Herter, et le pacifisme foncier, les illusions généreuses du Président Eisenhower — sur lequel l'actuel responsable de la diplomatie américaine n'a pas en-

core beaucoup d'influence. Reste la Grande-Bretagne qui, dans cette affaire, a donné l'impression qu'elle voulait jouer son propre jeu. Le « réalisme résolument optimiste » que M. Mac Millan a promené à Moscou, avec des arrière-pensées électorales trop apparentes, lui fait désirer presque à tout prix une conférence au sommet, occasion d'une vaste marchandage entre l'Est et l'Ouest, où, dépassant le problème de Berlin, on réexaminerait les projets de « désengagement ».

Tout cela conduit à penser que Khrouchtchev a bien choisi son moment pour mettre à l'épreuve la solidarité occidentale et la solidité de son système défensif.

### Les positions des parties

De fait, les divergences occidentales ont facilité le jeu de la diplomatie soviétique. Espère-t-elle vraiment obtenir le renoncement des Occidentaux à leurs droits d'occupation à Berlin, la transformation de Berlin en ville neutre, dont les communications seraient contrôlées par les autorités de Pankow, c'est-à-dire, en fait, l'absorption de Berlin par la D.D.R. ? On peut en douter. Il est vraisemblable qu'elle poursuit, dans cette affaire, un objectif plus modeste. Une modification du statut de la ville qui permettrait, au bout d'un certain délai, de remettre en cause la présence occidentale à Berlin et qui impliquerait la reconnaissance du gouvernement de Pankow, la législation du *statu quo*. Pour reprendre une expression de M. Mendès-France, son principal objectif, en réalité, est de « déberliniser » le problème, en vue d'une conférence au sommet et d'un grand marchandage, centré sur les projets de « désengagement ». Bien entendu, M. Gromyko a manœuvré avec habileté pour ne rien céder, en obtenant le maximum de concessions sous la menace.

Je dois dire que devant cette menace, les ministres occidentaux se sont fort bien comportés, comme s'ils avaient tous, et notamment M. Selwyn Lloyd, quelque chose ou quelqu'un à faire pardonner ou oublier. A partir de positions assez différentes, ils ont fait les efforts les plus louables pour constituer un front uni. Dans l'ensemble, ils y sont parvenus. Ils ont, tout d'abord, présenté le 14 mai un plan de paix commun, proposant un règlement général des problèmes en question — statut de Berlin, réunification de l'Allemagne, sécurité européenne. Les mesures envisagées étaient étroitement liées les unes aux autres, et devaient être considérées comme indissociables. Puis le 26 mai, M. Herter soumettait à la Conférence un projet occidental pour la réunification de Berlin : volte-face « mystérieuse » aux dires de certains. Doit-on supposer

que les ministres occidentaux ont préféré s'en tenir au problème de Berlin, parce que c'était le seul sur lequel l'accord entre eux était vraiment réalisé ? Plus simplement, je pense qu'ils ont estimé avec réalisme que la portée de cette Conférence ne pouvait être que modeste.

Leur objectif commun était de désamorcer la bombe de Berlin, en trouvant un *modus vivendi* acceptable par les deux parties, cet accord limité n'ayant d'autre objet que d'ouvrir la voie à la conférence au sommet. Toutefois, ces positions minimalistes et conciliantes étaient très fermes sur un point : l'accord réalisé à la conférence où le communiqué final devaient confirmer, sans en limiter l'exercice dans le temps, le maintien des droits d'occupation des puissances occidentales à Berlin-Ouest. Toutes les concessions faites, et elles ne sont pas négligeables, — participation des Allemands de Pankow, conférence pan-allemande, fixation d'un plafond des forces à Berlin-Ouest, atténuation de la propagande anticommuniste, etc. — toutes ces concessions, donc, ont été subordonnées à la reconnaissance des droits occidentaux. A cette fermeté souple, M. Gromyko opposait une bonhomie tenace. On comprend que les négociations n'aient pas progressé beaucoup, ni vite !

### Les péripéties

Elles avaient néanmoins un peu progressé lorsque le raidissement brutal du ministre russe vint tout remettre en question. On ne sait trop quelles en sont les causes : est-ce la crainte qu'avait Khrouchtchev d'attaques au sein du Soviet Suprême contre sa mollesse et contre la perte de prestige qu'elle faisait subir à l'U.R.S.S. ? Est-ce la manifestation intempestive des contradictions opportunément surmontées à Genève, et que la crise politique en Allemagne, les bruits de démission de M. Selwyn Lloyd à Londres, le conflit entre la France et l'O.T.A.N., proclamé le 9 juin, en pleine conférence, étalaient sur la place publique ? L'attitude de MM. Mac Millan et Eisenhower n'est sans doute pas étrangère au revirement soviétique : au moment même où les ministres affirmaient que, faute d'un accord à leur niveau, il n'y aurait pas de conférence à l'échelon le plus élevé, les deux chefs d'Etat ne laissaient-ils pas entendre que la Conférence au sommet aurait lieu de toute manière ?

L'U.R.S.S. n'a peut-être pas renoncé à la convocation d'une conférence « à chaud » réunie dans une atmosphère de crise. Elle a en tout cas avantage à ce que la Conférence se tienne dans un climat relativement détendu, propice aux conversations qui se sont engagées à Genève, dès avant la conférence au sommet, entre Russes

et Américains, et qui vont se poursuivre avec les voyages de M. Koslov à Washington et de M. Nixon à Moscou. Mais les récentes et spectaculaires déclarations de M. Khrouchtchev à M. Harriman donnent à penser que la guerre des nerfs n'est pas encore arrivée à son paroxysme. Il est possible que l'approche de la conférence au sommet s'accompagne d'une aggravation des menaces russes et de la tension Est-Ouest !

Evoquer les résultats de la première phase des négociations serait fastidieux. Les positions respectives se sont clarifiées. On ne peut dire qu'elles se soient rapprochées. C'est peu. Ce n'est pas rien. A vrai dire, le principal résultat de ces cinq semaines de discussions — si l'on fait abstraction des entretiens secrets russo-américains — n'est-il pas que la rupture a été évitée et que les négociations vont reprendre ? Pour le reste, la Conférence de Genève nous lègue une probabilité : la guerre de Berlin n'aura pas lieu ; et une quasi-certitude : une conférence au sommet se tiendra prochainement, sans doute à l'automne.

### Espoirs et périls du « sommet »

Que faut-il attendre des prochaines négociations ? Les ministres arriveront-ils à se mettre d'accord sur un aménagement du *statu quo* à Berlin garantissant la liberté d'accès de la ville ? On peut en douter.

Quant aux entretiens au sommet, j'y vois quelques espoirs et beaucoup de risques. Notre sécurité pourrait y perdre plus que la paix n'y gagnera. L'U.R.S.S. essaiera, bien évidemment, de « déficeler » le « package deal » du plan occidental pour n'en retenir que ce qui peut la servir et gêner l'Occident : soit la reconnaissance du *statu quo*, soit un marchandage dont l'Allemagne et l'Europe feraient les frais. Elle aura d'autant plus de facilité pour jouer ce jeu que de telles rencontres se prêtent aux manœuvres spectaculaires sous les yeux des peuples ébahis. Dans la pire des hypothèses, on s'orientera vers un système quelconque de « désatomisation » au centre de l'Europe, qui serait à l'O.T.A.N. ce que le ver est au fruit. Dans la meilleure des hypothèses, on parviendra à un accord partiel de désarmement, non limité à une zone géographique, auquel les experts de la Conférence nucléaire de Genève ont ouvert la voie. Il se pourrait aussi que le plan du général de Gaulle, associant tous les pays industriels du monde au service de tâches communes de mise en valeur dans les pays sous-développés, soit pris en considération. Voici pour l'espoir.

Mais nous ne devons point nous dissimuler que les mois qui viennent seront une période extrêmement

dangereuse pour l'Occident. « L'équilibre délicat de la terreur » donne pour quelque temps encore l'avantage à ceux qui font de l'intimidation le mode normal de relations entre les pays de l'Est et l'Ouest démocratique. Cette menace s'usera vite. Mais un autre danger demeure : celui d'une aggravation de ce que Staline appelait les contradictions du monde capitaliste, disons plus simplement les divergences au sein de l'Alliance Atlantique. Une telle évolution pourrait résulter des effets combinés de trois tentations : celle de l'égoïsme britannique, que des préoccupations commerciales et son hostilité au Marché commun tournent vers les marchés de l'Est, celle d'un certain nationalisme français, obsédé par le problème algérien, qui conduirait notre pays au refus des disciplines collectives indispensables à la survie de l'Occident, enfin celle, très puissante déjà, qu'exercent sur les Etats-Unis les perspectives d'un dialogue entre super-grands avec Moscou, aboutissant à un partage d'influences par-dessus la tête d'une Europe politiquement et bientôt militairement neutralisée. Les Soviets n'ont peut-être jamais été plus près d'atteindre ce qui est depuis dix ans leur objectif numéro un : le départ des forces américaines stationnées sur le continent, le démantèlement de l'Alliance Atlantique.

Dieu merci, le général de Gaulle a compris que la sagesse était dans le courage et dans l'union. Il a compris que pour faire face à cette situation dangereuse, il faut unifier l'Europe des Six, et développer la coopération franco-allemande — qui, notons-le, ne s'est pas un instant démentie au cours de la conférence de Genève. Cela exige beaucoup plus que des alliances, la construction d'une véritable Communauté. Il a compris qu'il faut renforcer l'unité et la solidarité occidentales dans tous les domaines, et partout. Cela exige que les forces américaines soient engagées en fait, et sans retour, dans la défense de l'Europe, donc que les forces atlantiques soient autant que possible intégrées. Cela exige que les grandes décisions soient prises en commun, ou après consultation préalable, donc que tous les pays consentent des délégations de souveraineté, auxquelles, précisément, le gouvernement français se refuse.

Ainsi, la politique française risque-t-elle d'aller à l'encontre des objectifs qu'avec sagesse elle poursuit. Les revendications de la France, au sein de l'Alliance, sont, nous le reconnaissons volontiers, fort légitimes pour la plupart. Mais les moyens et le moment choisis pour les faire connaître semblent pour le moins contestables. Puisse-t-on comprendre en haut lieu, avant qu'il ne soit trop tard, que de telles initiatives, à trop se répéter, feraient le jeu de la politique soviétique en poussant les Etats-Unis vers ce qui sera de plus en plus leur secrète tentation.

Jacques MALLET.

## THÉÂTRE DES NATIONS

### Bilan d'une troisième saison

Comment se présente le bilan lyrique et chorégraphique de cette troisième saison du Théâtre des Nations ? Une première constatation s'impose : malgré le nombre important des nations participantes, l'Allemagne, dans le domaine lyrique, s'est taillée la part du lion. En effet, trois troupes allemandes, celles de Berlin-Est, de Berlin-Ouest et de Francfort, n'ont trouvé en face d'elles qu'une seule troupe représentant un autre pays : l'Opéra de Belgrade.

D'une façon générale, les représentations ne furent pas marquées par un choix d'ouvrages audacieux ; ni « Ariane à Naxos », ni « Les Noces de Figaro » et « Le Vaisseau fantôme », ni « Faust » et « Les Contes d'Hoffmann » ne sortent du grand répertoire ; cependant, grâce à l'Opéra de

Belgrade nous avons assisté à l'excellente représentation d'un opéra de Janacek, « Katia Kabanova », œuvre forte et émouvante d'un compositeur trop peu connu en France. Mais si nous excluons la « Couronne de la Montagne » de Nicola Hercigonja qui est davantage un oratorio qu'un véritable opéra et offre, en outre, un intérêt musical fort limité, le seul compositeur vivant dont un ouvrage lyrique fut monté pendant cette saison est Benjamin Britten. Son « Albert Herring » composé d'après la célèbre nouvelle de Guy de Maupassant « Le Rosier de Madame Husson » constitue une aimable pochade où les audaces instrumentales sont soigneusement exclues.

Nous ne nous devons donc pas rechercher une « leçon » dans le choix des ouvrages proposés tant par les Allemands que par les Yougoslaves ; par contre, la mise en scène lyrique de ces spectacles peut fournir matière à réflexion. Deux exemples sont significatifs : l'Opéra de Berlin-Est a opté avec les « Contes d'Hoffmann » pour une mise en scène grandiose tandis que l'Opéra de Belgrade a préféré monter « Faust » et « Katia Kabanova » sous le signe de la sobriété et du dépouillement ; or l'un et l'autre, dans leur optique respective, ont parfaitement atteint leur but. Les « Contes d'Hoffmann », étincelants de couleurs et de vie, ont prouvé que la mise en scène « spectaculaire » ne ressemble pas nécessairement aux morceaux de bravoure du Châtelet ! La partie jouée par l'Opéra de Belgrade était plus délicate car il s'attaquait à « Faust » dont le public parisien connaît chaque note et chaque soupir et qu'il conçoit fatalement à travers une mise en scène traditionnelle. Or, malgré de minimes réserves, le « Faust » yougoslave dépouillé a gagné la partie. Nous savons donc — mais nous le pressentions déjà — que la mise en scène n'est pas affaire de principe ; seul compte la véritable réussite et les exemples de l'Opéra de Belgrade et du Komische Oper de Berlin devront inspirer les metteurs en scène français.

Les représentations scéniques ont constitué à notre sens l'attrait majeur de la saison du Théâtre de Nations, car sur le plan vocal et instrumental nous n'avons applaudi que peu de grandes vedettes. Signalons cependant la présence de Lisa della Casa et Helga Pilarczyk, interprètes d'« Ariane à Naxos », de Miroslav Cangalovic, magnifique basse de l'Opéra de Belgrade et de Georg Solti, un des grands chefs de la jeune génération qui sauva les représentations inégales de l'Opéra de Francfort.

Dans leur ensemble les spectacles chorégraphiques n'ont produit aucune « sensation » ; s'il existe actuellement une avant-garde du ballet, elle ne fut point représentée sur la scène du théâtre Sarah-Bernhardt et les soirées chorégraphiques furent fréquemment inspirées par des éléments folkloriques. Ainsi le groupe de danses populaires de Manille a composé quelques numéros ravissants qui nous ont heureusement fait oublier l'art conventionnel des Ballets Polonais ; les « aficionados » ont été conquis par le spectacle de Pilar Lopez ; enfin le ballet de l'Opéra de Stockholm a démontré que les ballets suédois qui ont fait fureur à Paris entre 1920 et 1924 constituaient alors une avant-garde qui n'est pas près d'être rattrapée.

*Dépouillement, sobriété*

Claude SAMUEL.

et Américains, et qui vont se poursuivre avec les voyages de M. Koslov à Washington et de M. Nixon à Moscou. Mais les récentes et spectaculaires déclarations de M. Khroutchtchev à M. Harriman donnent à penser que la guerre des nerfs n'est pas encore arrivée à son paroxysme. Il est possible que l'approche de la conférence au sommet s'accompagne d'une aggravation des menaces russes et de la tension Est-Ouest !

Evoquer les résultats de la première phase des négociations serait fastidieux. Les positions respectives se sont clarifiées. On ne peut dire qu'elles se soient rapprochées. C'est peu. Ce n'est pas rien. A vrai dire, le principal résultat de ces cinq semaines de discussions — si l'on fait abstraction des entretiens secrets russo-américains — n'est-il pas que la rupture a été évitée et que les négociations vont reprendre ? Pour le reste, la Conférence de Genève nous lègue une probabilité : la guerre de Berlin n'aura pas lieu ; et une quasi-certitude : une conférence au sommet se tiendra prochainement, sans doute à l'automne.

### Espoirs et périls du « sommet »

Que faut-il attendre des prochaines négociations ? Les ministres arriveront-ils à se mettre d'accord sur un aménagement du *statu quo* à Berlin garantissant la liberté d'accès de la ville ? On peut en douter.

Quant aux entretiens au sommet, j'y vois quelques espoirs et beaucoup de risques. Notre sécurité pourrait y perdre plus que la paix n'y gagnera. L'U.R.S.S. essaiera, bien évidemment, de « déficeler » le « package deal » du plan occidental pour n'en retenir que ce qui peut la servir et gêner l'Occident : soit la reconnaissance du *statu quo*, soit un marchandage dont l'Allemagne et l'Europe feraient les frais. Elle aura d'autant plus de facilité pour jouer ce jeu que de telles rencontres se prêtent aux manœuvres spectaculaires sous les yeux des peuples ébahis. Dans la pire des hypothèses, on s'orientera vers un système quelconque de « désatombisation » au centre de l'Europe, qui serait à l'O.T.A.N. ce que le ver est au fruit. Dans la meilleure des hypothèses, on parviendra à un accord partiel de désarmement, non limité à une zone géographique, auquel les experts de la Conférence nucléaire de Genève ont ouvert la voie. Il se pourrait aussi que le plan du général de Gaulle, associant tous les pays industriels du monde au service de tâches communes de mise en valeur dans les pays sous-développés, soit pris en considération. Voici pour l'espoir.

Mais nous ne devons point nous dissimuler que les mois qui viennent seront une période extrêmement

dangereuse pour l'Occident. « L'équilibre délicat de la terreur » donne pour quelque temps encore l'avantage à ceux qui font de l'intimidation le mode normal de relations entre les pays de l'Est et l'Ouest démocratique. Cette menace s'usera vite. Mais un autre danger demeure : celui d'une aggravation de ce que Staline appelait les contradictions du monde capitaliste, disons plus simplement les divergences au sein de l'Alliance Atlantique. Une telle évolution pourrait résulter des effets combinés de trois tentations : celle de l'égoïsme britannique, que des préoccupations commerciales et son hostilité au Marché commun tournent vers les marchés de l'Est, celle d'un certain nationalisme français, obsédé par le problème algérien, qui conduirait notre pays au refus des disciplines collectives indispensables à la survie de l'Occident, enfin celle, très puissante déjà, qu'exercent sur les Etats-Unis les perspectives d'un dialogue entre super-grands avec Moscou, aboutissant à un partage d'influences par-dessus la tête d'une Europe politiquement et bientôt militairement neutralisée. Les Soviets n'ont peut-être jamais été plus près d'atteindre ce qui est depuis dix ans leur objectif numéro un : le départ des forces américaines stationnées sur le continent, le démantèlement de l'Alliance Atlantique.

Dieu merci, le général de Gaulle a compris que la sagesse était dans le courage et dans l'union. Il a compris que pour faire face à cette situation dangereuse, il faut *unifier* l'Europe des Six, et développer la coopération franco-allemande — qui, notons-le, ne s'est pas un instant démentie au cours de la conférence de Genève. Cela exige beaucoup plus que des alliances, la construction d'une véritable Communauté. Il a compris qu'il faut renforcer l'unité et la solidarité occidentales dans tous les domaines, et partout. Cela exige que les forces américaines soient engagées en fait, et sans retour, dans la défense de l'Europe, donc que les forces atlantiques soient autant que possible intégrées. Cela exige que les grandes décisions soient prises en commun, ou après consultation préalable, donc que tous les pays consentent des délégations de souveraineté, auxquelles, précisément, le gouvernement français se refuse.

Ainsi, la politique française risque-t-elle d'aller à l'encontre des objectifs qu'avec sagesse elle poursuit. Les revendications de la France, au sein de l'Alliance, sont, nous le reconnaissons volontiers, fort légitimes pour la plupart. Mais les moyens et le moment choisis pour les faire connaître semblent pour le moins contestables. Puisse-t-on comprendre en haut lieu, avant qu'il ne soit trop tard, que de telles initiatives, à trop se répéter, feraient le jeu de la politique soviétique en poussant les Etats-Unis vers ce qui sera de plus en plus leur secrète tentation.

Jacques MALLET.

## HIROSHIMA, MON AMOUR

Une actrice française venue tourner à Hiroshima, la ville aux 200.000 morts, un film international sur la bombe atomique et contre la guerre, aime d'un amour fulgurant, fou, bref et impossible, un jeune architecte japonais. Dans cet amour, elle retrouve le souvenir d'un autre amour non moins fou, non moins impossible qu'elle a autrefois éprouvé pour un soldat allemand, à Nevers, pendant l'occupation nazie. Et la femme envahie par son cruel passé raconte et revit le drame de son fugitif bonheur, la mort de son amant, sa propre folie, son internement dans une cave. Se confondent et se répondent son ancien malheur et son nouveau bonheur, son amour allemand et son amour japonais.

Il y a dans cette histoire une conception discutable de l'amour et une inspiration par trop impudique qui appellent des réserves ; il y a dans certaines répliques un ton un peu trop littéraire qui justifie des réticences. Mais partant de cette matière qui lui a été fournie par Marguerite Duras, Alain Resnais a fait une œuvre puissante, pathétique, brûlante, d'une profonde originalité, d'une grande beauté plastique. Une œuvre qui suscite, qui impose le parti pris. On est pour ou contre, fasciné ou indigné, enthousiasmé ou rebuté. « Hiroshima, mon amour » est le contraire de la nouveauté rassurante. Ce film, dans sa perfection formelle et dans sa richesse psychologique réinvente le cinéma ; il surprend ; il inquiète. Il possède un style, un langage qui ouvrent pour

le 7<sup>e</sup> Art des voies jusqu'ici inexplorées. On peut lui préférer des tentatives plus laborieuses, plus plaisantes, plus attendrissantes, plus sages. On ne peut le tenir pour négligeable.

Si le mot de « révolutionnaire » doit s'appliquer à un film c'est bien à celui-là : révolution dans la technique, révolution dans le scénario, révolution dans les dialogues, révolution dans la correspondance savante et audacieuse entre la parole et l'image. Film complexe, angoissant, sensible, rigoureux, passionné. Envoûtant poème de l'amour et de la mort, tragédie déconcertante de la mémoire et du rêve, subtile dialectique de l'oubli et du souvenir, obsédante méditation sur le passé.

Alain Resnais a lui-même expliqué dans quel esprit il avait réalisé « Hiroshima, mon amour » : « En synchronisant chaque geste avec chaque phrase, j'ai voulu que l'on entende le texte comme une lecture et qu'en même temps on lise l'image, comme un livre. »

Resnais a essayé d'« engluer une histoire d'amour dans un contexte qui tienne compte de la connaissance du malheur des autres » et il a réussi.

Par la composition et le rythme de son film, il a fait pour le cinéma ce que Proust, Joyce, Faulkner ont réalisé dans le roman.

Après avoir vu « Hiroshima », on ressent un besoin de silence et de solitude pour mieux songer au monologue incantatoire d'Emmanuèle Riva, pour mieux évoquer son visage bouleversé et déchirant, pour mieux subir la hardiesse lyrique des images.

Henri BOURBON.

*Un film qui ne ressemble à aucun autre*

## Immuable et changeante

C E livre, l'auteur l'indique dans l'introduction, sort d'une série de conférences prononcées à l'étranger. Il en porte la trace : non pas dans la description qui ne sent jamais la simplification aux fins de vulgarisation, mais dans l'appréciation : Raymond Aron, désireux de faire comprendre à un public étranger l'évolution politique française, atténue le blâme et dispose à chaque pas l'excuse à côté de la critique. Écrivant directement pour le public français, il eût assurément consacré plus de temps à la critique et moins à la justification : lui-même nous l'assure et cette assurance fait souhaiter qu'il trouve le temps de rétablir ce qu'il retrancha. Tel quel l'ouvrage présente pour le lecteur français un grand intérêt et une utilité incontestable.

Sous ce titre inspiré de Toqueville, R. Aron propose une explication de l'année 1958 et de la crise du régime. Son originalité principale me paraît tenir dans la variété des aspects et la convergence des points de vue. Ordinairement l'économiste souligne l'importance des facteurs économiques, de conjoncture ou de structure ; le politique insiste sur le fonctionnement des institutions ; l'historien met l'accent sur l'influence du passé, et ainsi de chaque spécialité. Dépasant l'étroitesse et les limitations forcées des points de vue particuliers, R. Aron propose une vue d'ensemble dont n'est absent aucun secteur essentiel et sur laquelle on projette les éclairages successifs de diverses disciplines. Qui pouvait mieux que Raymond Aron, à la fois philosophe et économiste, sociologue et politique, mener à bien une pareille entreprise, rarement tentée faute du concours de compétences nécessaires ?

Le seul rapprochement de faits ordinairement considérés isolément suffit à rectifier bien des idées communément reçues sans examen. Raymond Aron corrige ainsi bon nombre de ces lieux communs qui encombrant les journaux, les livres et aussi les esprits. Il dit leur fait aux prétendus spécialistes, ne s'en laisse imposer par aucune réputation.

La lecture de son livre est une merveilleuse leçon de lucidité objective et d'équité. Il donne tour à tour la parole aux contradicteurs : il expose ainsi les deux interprétations contraires du déroulement des événements dans l'Union française, en suggérant qu'aucune des deux n'est sans doute entièrement erronée. Les mots ne lui font pas peur : pour qualifier le 13 mai, il parle tout net de rébellion militaire. Pas davantage, les idées ne l'effraient : ce qu'a pour beaucoup d'esprits d'indécence au premier abord le parallèle Pétain-de Gaulle ne l'arrête pas ; il indique tour à tour ce qu'il y a de fondé dans le rapprochement et aussi ce qui en rétrécit la portée. Libre de tout préjugé, Raymond Aron rend à chacun ce qu'il croit devoir lui revenir, il reconnaît les réussites de la IV<sup>e</sup> République, le redressement économique, l'action diplomatique et il enregistre son échec, son impuissance à renouer les rapports entre métropole et outre-mer. Il s'est inquiété de voir la V<sup>e</sup> République retomber dans l'erreur qui fut si funeste à sa devancière : vouloir tout faire à la fois et ne pas savoir choisir dans la multiplicité des tâches.

La responsabilité de cette incapacité de choisir, bien plus qu'aux institutions, incombe à la psychologie nationale. L'irréalisme des Français est le leit-motiv du livre. Au lieu d'observer la réalité et d'y conformer son action, la France rêve sa politique : après 1918, elle rêva de suspendre le cours de l'histoire ; après 1946, elle rêva de porter ses moyens au niveau de ses ambitions sans s'aviser que le monde évoluait.

Le contenu du rêve avait changé, la puissance d'imagination demeurait la même. R. Aron dénonce cette rigidité intellectuelle et adjure les Français de consentir à ouvrir les yeux sur le monde qu'ils refusent inconsciemment d'admettre. La politique n'est-elle pas l'art du possible ? La sagesse consiste à établir un rapport raisonnable entre les moyens et la fin. D'un avertissement qui s'adresse à tous, on souhaiterait que tous les Français fassent leur profit. Cette condition remplie, et pourvu que la guerre d'Algérie prenne fin, la France aurait tout pour être une grande nation. Rien n'entraverait sa transformation en un pays moderne. J'ai aimé qu'au moment de quitter le lecteur, Raymond Aron laisse percer comme une incertitude sur la valeur même de cette transformation : et si les Français cessaient d'être eux-mêmes ? S'ils n'étaient plus qu'une mauvaise réplique des sociétés industrielles les plus

avancées ! Quiconque même s'il souhaite ardemment la modernisation de la société française, ne s'est pas posé la question, n'a pas été traversé par ce doute, n'a pas pris une vue totale du problème.

René REMOND.

(1) Calmann-Levy.

## « Survivre à de Gaulle »

L'INTELLECTUEL français a une âme de collectionneur. Lorsqu'il découvre quelque chose de nouveau, il s'efforce de le classer aussitôt dans l'une de ses catégories habituelles. Mettre des étiquettes sur les flacons n'est pas pour lui un jeu, mais une opération fondamentale, une manière de se débarrasser de l'original et du nouveau, de le placer sur les rayons de sa bibliothèque sans risquer davantage l'inquiétude et l'insomnie.

Telle est l'aventure qui vient d'arriver au pamphlet élaboré par le groupe « Patrie et Progrès » et rédigé par MM. Gagliardi et Rossillon, et qui s'intitule modestement : « Survivre à de Gaulle » (1).

Il est vrai que les auteurs ont tout fait pour déconcerter leur public et le faire tomber dans le piège de la classification. « Patrie et Progrès » se présente comme « une équipe gaulliste d'extrême gauche ». Il y avait déjà là de quoi désespérer nos gardiens de Musée. Et d'autant plus que cet écrit de 170 pages est curieusement composé. Un exposé programme relativement bref est suivi d'une série de petits textes sur les sujets les plus divers : de l'idée de patrie à l'industrie pharmaceutique, des illusions de M. Monnet aux notaires ou à l'Alliance atlantique. Au détour des pages, on retrouve le style de « Sciences-Po » dont sortent nos écrivains, mais l'on songe plus souvent aux aphorismes de Flaubert, sinon au *Canard Enchaîné*.

Mais ayant l'âge des auteurs, leur passé et leur formation, on m'excusera peut-être de ne pas me rallier au point de vue de l'*Express* et de *France-Observateur* qui n'ont trouvé là-dedans

que du « national socialisme » et du fascisme, pas plus qu'à celui de *Carrefour* où M. Bidault fustige le « communisme prétendu national » de « Patrie et Progrès ». Il est, en vérité, trop facile de renvoyer ces « empêchements de tourner en rond » à Hitler ou à Khrouchtchev, voire à Tito. Il s'agit de tout autre chose.

L'équipe de « Patrie et Progrès » est constituée d'hommes de moins de trente ans, de jeunes fonctionnaires ou cadres, revenus depuis peu d'Algérie où ils ont accompli leur service militaire. « Gaullistes à vingt ans, ils le sont toujours à vingt-sept. Mais auront-ils encore la liberté de l'être à quarante ? » Non, affirment-ils — et c'est tout l'objet de leur ouvrage — si la France ne se transforme pas.

En effet, la pensée politique de ces jeunes hommes repose (si l'on peut dire !) sur une fidélité et sur une conviction : fidélité à l'idéal gaulliste de grandeur nationale, conviction que le système capitaliste tout entier est condamné, « à moins long terme qu'on ne le pense ».

« A une gauche décomposée et sans imagination », ils offrent « un programme concret » mais surtout « une volonté ». (« Les méthodes sont rigoureuses mais classiques, écrivent-ils p. 60, l'originalité est de les appliquer sans faiblesse. »)

Telle est au départ leur attitude. Et il n'y a là rien qui puisse être critiqué. Lorsqu'ils déclarent qu'« une France prospère, chrétienne et libérale ne verra pas la fin du siècle », on sait bien que la réfutation n'est pas possible à qui ose réfléchir. Si nous voulons écarter la contre-révolution franquiste ou la subversion communiste, il est temps de changer nos méthodes. Cela est malheureusement devenu banal.

Patriotes et progressistes (c'est-à-dire hommes de progrès), MM. Gagliardi et Rossillon se proposent de réconcilier les forces nationales qui représentent ces deux grands courants fondamentaux : l'armée et les syndicats, les militants nationaux et la classe ouvrière qui tous ont en commun l'amour de la patrie et la condition de salariés « pour construire un socialisme sans sectarisme philosophique et soucieux de l'intérêt national ».

Leurs censeurs ont eu beau jeu, à cet endroit, de relever leur imprécision. Il est aisé de prétendre que « l'ar-

mée doit être socialiste » (p. 82) mais cela signifie-t-il que le socialisme doit mettre au pas l'armée (comme en Russie) ou que c'est l'armée qui socialisera, à sa façon, le pays ?

C'est là une question qui reste à élucider.

Faut-il alors les condamner sur leur silence. Je ne le pense pas. Ni fascistes ni communistes, ils sont seulement inquiets. Ayant juré de refaire la société française ils proposent pour cela « un socialisme de techniciens et non de doctrinaires ». Les procès d'intentions étaient probablement inévitables mais qui peut avoir intérêt à déformer systématiquement ce que pense « une certaine jeunesse », celle précisément dont la France aura besoin demain si elle ne veut pas sombrer définitivement dans la décadence ?

Le programme de nos « patriotes socialistes » est simple. Partisans d'une économie tournée vers la consommation, ils sont persuadés de la nécessité d'une planification réelle que faciliteraient la nationalisation des industries de base, des banques, etc. et l'assainissement des secteurs les plus anarchiques : professions libérales, commerce, artisanat. J'ai aussi découvert pêle-mêle la construction accrue de logements, la démocratisation de l'enseignement et l'augmentation des allocations familiales et le rétablissement de la représentation proportionnelle !

Sur le plan international, MM. Gagliardi et Rossillon sont Européens, mais ils n'attendent rien de bon d'une Europe « modérée » et la préféreraient socialiste. Et encore cela ne leur paraît-il être « qu'une alternative mal posée. La France, puis l'Europe feront leur révolution ou bien cesseront d'être libres » (p. 77). Se défendant d'être neutralistes, ils pensent cependant que l'Europe pourra constituer une troisième force.

En ce qui concerne l'Algérie, les auteurs avancent les affirmations et propositions suivantes :

« La négociation, c'est l'autonomie plus le F.L.N.

» L'autonomie plus le F.L.N., c'est à six mois d'échéance l'indépendance plus le F.L.N.

» L'indépendance plus le F.L.N., c'est l'exode d'un million de Français...

» ... C'est pourquoi, nous ne croyons pas à la négociation...

» La France est condamnée à faire la guerre.

» Mais pour avoir une chance de la gagner, il ne suffit pas de modifier les timbres-poste.

» Il faut peut-être la Fédération, la Confédération... Il faut surtout liquider deux cents personnes et distribuer leurs biens au peuple algérien. » (p. 16-17).

Mais si l'on veut aller au fond de leur pensée et de leur originalité, deux chiffres suffisent :

« Dans quarante ans, les populations sous-développées seront passées de 1.800 à 5.000 millions ; les sociétés industrialisées ne passeront, pendant le même temps, que de 900 à 1.150 millions d'habitants. » (p. 75).

« En longue période, les taux de croissance de la production industrielle ont été les suivants : Etats-Unis, 4 % ; U.R.S.S., supérieure à 10 %. » (p. 127).

Le monde risque d'être submergé par la colossale marée des affamés tandis que le capitalisme libéral perd chaque jour du terrain par rapport à la société communiste.

Qu'importent après cela les contestations ou les malédictions. Nous sommes condamnés à trouver une solution ou à périr. Faut-il reprocher à ces garçons de moins de trente ans d'avoir voulu chercher ? N'ont-ils pas plutôt raison d'affirmer que « leurs réflexions et leurs idées seront demain des évidences, ou nul n'aura plus le loisir d'avoir une opinion ? »

Jean-Pierre PREVOST.

(1) *Tribune libre*, Plon.

## Introduction à la science politique

LA Science politique, discipline qui en est encore en France à l'âge de l'enfance, est apparue jusqu'à ces derniers mois comme difficilement saisissable dans son objet est controversée quant à sa définition. La tendance naturelle des spécialistes était de tenter de donner à priori une définition relativement précise et complète de cette science nouvelle afin d'en délimiter, par la suite, les contours. Cette démarche était plus particulièrement utilisée dans notre pays, alors qu'aux Etats-Unis, la

Science Politique, florissant dès l'entre-deux-guerres, se préoccupait moins de formulations théoriques que de recherches concrètes. Paradoxalement, c'est face à une situation inverse que nous nous trouvons actuellement. Les Etats-Unis sont à la recherche d'idées générales tandis que les chercheurs ou professeurs français, munis d'abondants concepts théoriques, cherchent à multiplier les travaux d'ordre pragmatique.

Il manquait néanmoins en France, quelques ouvrages d'ordre général capables de donner un aperçu d'ensemble de la Science Politique, soit au lecteur curieux soit au chercheur éventuel. A ce titre le livre de M. Jean Meynaud vient à son heure et comble une lacune sérieuse. Il répond très exactement au but recherché par l'auteur : « promouvoir l'expansion d'une discipline dont l'état de sous-développement est inquiétant ».

M. Jean Meynaud se préoccupe depuis bien des années de la chose publique, il est bien connu des étudiants de la rue Saint-Guillaume. Son ouvrage, intitulé « Introduction à la Science Politique », n'en est pas moins — cela est manifeste — le résultat de mûres réflexions, de longues recherches personnelles, ainsi que du dépouillement d'une très abondante documentation. Il serait donc plutôt le résultat, la conclusion d'une étape, qu'une in-

roduction. C'est pourquoi le non-spécialiste pourra trouver la lecture de ce livre rébarbative et ses développements arides. Mais n'en serait-il de même d'un manuel de physique nucléaire ?

L'auteur de l'ouvrage ne s'est pas appesanti sur la querelles de la définition. A juste titre. Sa méthode consiste à « cerner » la Science Politique par différentes approches. M. J. Meynaud consacre de précieux développements à la nécessité de l'hypothèse, fil directeur indispensable à toute recherche scientifique. Il expose clairement les différentes identifications possibles de l'objet de la Science Politique, pour montrer que les divergences sont souvent assez superficielles. Se ralliant quant à lui à une conception de Raymond Aron il estime que « la structure d'autorité » dans son application à la gestion des affaires publiques constitue un instrument utile, probablement le mieux adapté, parmi ceux proposés jusqu'à ce jour. Nous dirons franchement que cette notion de « structure d'autorité » paraît plus ambiguë et moins malléable que celle de « pouvoir », soit institutionnel (gouvernement, parlement...), soit réel (partis politiques, groupes de pression...). Cependant malgré cette approche peut-être trop hermétique l'auteur, tout au long de l'ouvrage, fait le tour de ce que

l'on peut appeler le contenu classique de la Science Politique. Il recense les données de cette jeune discipline, consacre tout un chapitre — un peu obscur — aux « Mathématiques et Sciences Politiques », situe la Science Politique par rapport aux Sciences sociales et à la Science Economique. La fin de l'ouvrage est un plaidoyer vigoureux en faveur du caractère réellement scientifique de la Science Politique, notamment en ce qui concerne la prévision. Trop de critiques faciles ont été faites à ce sujet, notamment sur la valeur des sondages ; l'auteur réhabilite les « Gallup ». M. J. Meynaud termine en énumérant les exigences du progrès en la matière : rigueur, refus du moralisme, liberté dans l'explication, « statut social », place autonome dans l'Université.

Voilà donc réunie en un ouvrage, qu'il convient de lire plusieurs fois afin d'en assimiler toute la substance, une série de réflexions, de directives, de conseils qui seront précieux à ceux pour qui la politique n'est ni un sujet tabou ni le domaine exclusif d'une certaine intuition.

François GARCIA.

(1) Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, numéro 100. Librairie Armand Colin.



# Les limites du génie



par Etienne BORNE.

L'INCIDENT, pour être polémique, n'est pas sans philosophie : l'un de ces dominicains qui depuis plusieurs mois donnent à *Témoignage Chrétien* lustre, pensée et style avait certes parlé du génie de François Mauriac sur le ton de l'admiration ; il avait seulement ajouté que l'auteur de *Thérèse Desqueyroux*, habile à explorer les abîmes du cœur humain et à se jouer, comme on dirait au baccalauréat, avec les ambivalences du sentiment, était dépourvu de ce sens historique et cosmique dont un Claudel fut, au contraire, abondamment pourvu, et que, en outre, nourri dans la tradition des moralistes français, le célèbre académicien était prodigieusement et paisiblement étranger à d'autres univers de l'esprit, tels le surréalisme ou le roman russe. Si bien que le génie de François Mauriac pouvait être dit limité et sans culture.

LA-DESSUS, François Mauriac n'a été que feu, flammes et foudre au long de trois colonnes de *l'Express*. Peut-être soupçonnait-il que *Témoignage Chrétien* n'aurait pas laissé passer cette belle page de critique littéraire, si par sa dévotion au général de Gaulle il ne s'était bravement séparé de la hargneuse cohorte des intellectuels de gauche. Mais le débat n'est pas de ces arrière-pensées subalternes. La vive colère de François Mauriac vient d'un malentendu : car avancer d'un génie qu'il est limité et sans culture ce n'est pas le diffamer abominablement et risquer son salut éternel comme l'héritier de Pascal ne l'a pas envoyé dire au fils de saint Dominique, c'est au contraire lui rendre exactement justice et en découvrir l'essence avec finesse et justesse.

CAR le génie en tant que génie est proprement limité et sans culture. C'est le talent qui, en littérature et en politique, est sans limites assignables, polymorphe, polyvalent, et si l'on peut dire polytechnicien, apte à toutes les métamorphoses et à tous les mimétismes, capable d'entrer dans les ressorts de toutes les entreprises, et qui est assez monstrueusement cultivé pour parler vraisemblablement et approximativement de toutes choses ou pour jouer au naturel dans la comédie humaine les personnages les plus divers. Tel n'est pas le génie, prédestiné à témoigner pour une seule chose, mystérieusement simple, inhabile à tout le

reste qui est légion et indéfini, et s'il s'embarrassait de trop de culture, le génie croirait que tout est dit et que l'on vient trop tard. Ainsi André Maurois ou Edgar Faure ont un prodigieux talent et François Mauriac ou le général de Gaulle n'ont que du génie. Les Lettres sont encombrées de talents. Les Républiques aussi : elles en vivent et parfois, mais plus rarement, elles en meurent.

L n'est donc pas étonnant que le génie, obsédé par sa vocation, cloué à cette vocation comme Prométhée sur son rocher, soit aveugle et injuste pour d'autres sortes de grandeur auxquelles il n'a point de part : il tiendra à distance les astres qui gravitent autour d'un soleil étranger et si, par un feint oubli de soi, il se hasarde à explorer ces univers lointains, comment y trouverait-il autre chose que les échos de sa propre hantise et les traces de ses démons familiers ? Car si le talent se prête à toutes les variétés et à toutes les variations, le génie est d'une sublime monotonie.

FRANÇOIS MAURIAC n'a jamais écrit que le même livre et refait toujours à chaque feuillet du *Bloc-Notes* la même polémique. S'il n'aime pas qu'autrui le remarque, il en convient parfois lui-même dans l'un de ces accès de sincérité forcée qui sont ses plus hauts et ses plus beaux moments. Comme cet autre qui lui ressemble tant qu'il était pris d'angoisse devant le silence de l'espace infini. François Mauriac a été suscité pour découvrir, dans les déserts de l'amour et de la politique, l'absence et la nostalgie de Dieu. D'où ce mélange d'espoir et de désespoir, pareillement démesurés, qui donne le même accent et un accent unique à chacune des paroles mauriaciennes.

Le général de Gaulle, lui aussi, est l'homme d'une seule et dévorante intuition : il n'a jamais parlé que le langage de l'honneur et de la grandeur. Sa vocation ou sa tentation sont de simplifier tous les problèmes, de ne jamais s'adapter à la psychologie d'autrui, de se montrer toujours plus soucieux de ce que la France doit faire, que de ce qu'elle peut faire, habitué qu'il est à déduire le pouvoir du devoir. Cette rigueur d'abstraction définit son génie et la limite de son génie, qui sont une même chose, et elle est pour l'avenir français un risque qu'il est beau de courir mais qui parfois fait trembler.